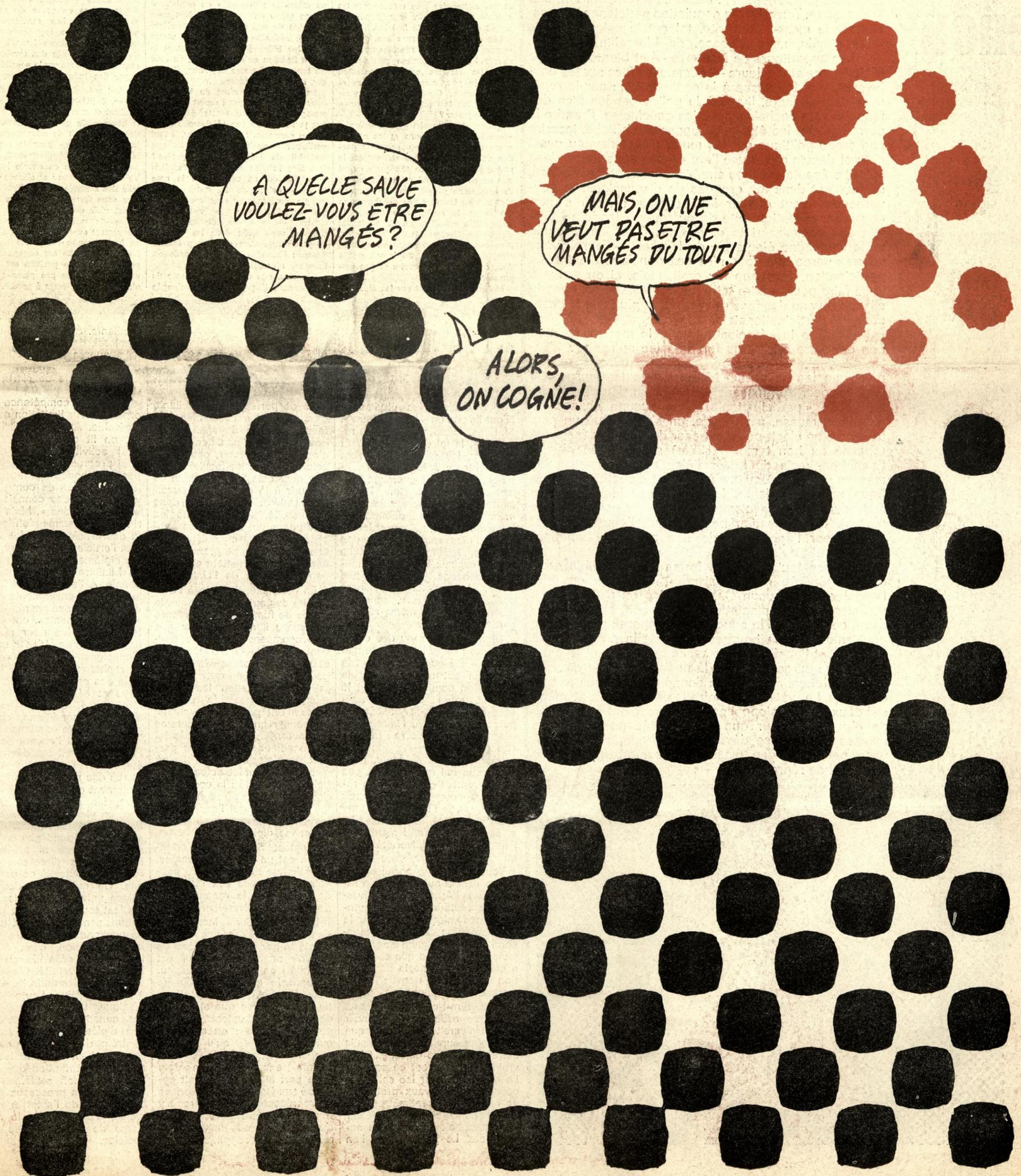


ACTION

N° 38 • MARDI 4 FEVRIER 1969 • PRIX : 1 F • REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION • ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5^e, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

LA VERITE SUR LA PARTICIPATION



Votez comme vous voulez mais Votez à genoux

Edgar Faure fait défiler ses majorettes casquées et matraquantes sur le Boul'Mich'. Jamais, même en mai, on n'avait vu si grand cortège bleu nuit bloquer pare-chocs contre pare-chocs toute la longueur du boulevard. La carotte de la participation est pourrie, on brandit le bâton pour la faire avaler. La campagne électorale est ouverte, la presse bourgeoise se transforme en panneau électoral (la « faculté » de pharmacie de Marseille devient aussi grosse que la sardine qui bouche le port : enfin, un endroit où ça participe à un taux raisonnable !) La presse « libérale » ne proteste pas contre l'installation d'un commissariat de police dans l'université même (Nanterre), elle ne parle pas des majorités qui refusent de participer (proportion de 10 contre 1 dans la plupart des A.G. de Vincennes). Le temps des verts paradis de la participation est passé, les doux recteurs d'Edgar Faure font défoncer le crâne de leurs étudiants à coups de barre de fer (et baptisent le carnage nanterrois : « défense active », quitte à déplorer les brutalités excessives — chers Ponce-Pilate), la presse « objective » s'engage et ment sans dissimulation. Il ne s'agit plus, pour les ministres, de convaincre mais de terroriser.

Les meilleurs « agents » électoraux du gouvernement, ce sont ses flics. Les déplacements continuels des masses flicardes dans Paris, au quartier Latin comme aux portes, n'ont pas de signification militaire : aucun danger de manifestation n'obscurcit l'horizon ; le sens de ces grandes manœuvres continues est purement psychologique : étaler sa force pour contenir l'adversaire. Terroriser la population parisienne, impressionner la masse étudiante, tel est le calcul, somme toute simple, mais efficace, de Marcellin-Faure.

Les appariteurs de Nanterre — et bientôt ceux de la Sorbonne et d'ailleurs — comme les flics sur les boulevards, font la chasse à la contestation : par le repérage des meneurs, livrés à la police par les flics des facs, on veut enchaîner tous les gauchistes. Prendre la parole devant les étudiants, poser une affiche, inscrire son credo politique sur les murs, c'était devenu quasi naturel depuis mai. Avec l'entrée des appariteurs dans la fac, présents dans les amphithéâtres, déchirant les affiches, se faufilant dans les groupes de discussions, le gouvernement veut obliger les contestataires à s'auto-censurer, exception faite de quelques « leaders » promis aux commissariats extérieurs. C'est ça la seule vraie campagne électorale de Marcellin-Faure : vous voterez parce que vous n'oserez rien faire d'autre. La participation, personne n'y croit, mais, si on arrive à vous faire peur, à faire taire les contestataires, dans le silence revenu des facs ne résonnera plus que la chansonnette participationniste.

C'est ça la « fascisation » sur le mode gaulliste : non pas faire crier plus fort que les autres les idéologues de la participation, mais faire taire la révolte pour que les maigres « idéaux » que la bourgeoisie veut imposer aux masses prennent un peu de consistance. La « participationnisme » n'a aucune chance de gagner la masse, à vrai dire, on s'en moque un peu, là-haut. Il ne s'agit pas d'opposer des masses fascistes (comme au bon temps d'Hitler) aux masses révolutionnaires, mais de briser l'élan révolutionnaire des masses pour les remettre à cet état d'apathie si bénéfique aux possédants. Le briser par les coups de matraque : le « fascisme » gaulliste, c'est la police partout. La fascisation par en haut, l'appareil d'Etat pour briser l'épine dorsale des masses révolutionnaires.

Somme toute, c'est la forme la plus faible et la plus dégénérée du « fascisme », si même on peut l'appeler ainsi. Aucun C.D.R. de fac ou d'ailleurs n'a réussi quelque implantation que ce soit. Notre adversaire, ce n'est pas le squelettique appareil politique du gaullisme et de la bourgeoisie, c'est la puissance de la police et l'apathie des masses qu'entretient le culte du savoir bourgeois. C'est là notre terrain de combat, celui sur lequel nous avons donné nos preuves en mai et depuis. La vraie lutte contre la participation se mène sur deux fronts : s'opposer victorieusement à l'appareil de répression pour que les activités politiques des masses puissent se développer, développer les activités politiques des masses pour mettre en échec l'appareil de répression.



ELECTIONS : Il y a autre chose à faire

Depuis une quinzaine de jours, la face répressive du gouvernement français s'exhibe crûment. Non seulement les matraques frappent, les gaz asphyxient mais une campagne inouïe se déchaîne dans la presse parlée et écrite. La police n'aura pas besoin d'investir les bâtiments des « grands journaux d'information » ; elle campe déjà par plumeaux interposés dans toutes les salles de rédaction (« Humanité » comprise).

Quelle est la cause de ce déploiement exceptionnel de la force casquée ? Pourquoi ce tonnerre quotidien d'injures, ce chantage permanent à la peur, ces appels éfrénés à la « modération », ces mises en garde solennelles contre la « folie destructrice », le « cancer » de la contestation dans les facultés, l'infantilisme des « illusionnaires » ?

Certes, c'est l'époque des élections universitaires pour mettre en place les subtils mécanismes de la participation. Edgar Faure joue sa place et son prestige. Pompidou, appuyé sur la force inerte des intérêts pesants et inamovibles, compte bien sûr sur un dérapage de son collègue en manœuvres pour apparaître bientôt comme le sauveur suprême de la boutique effrayée, des pères bafoués, des notables ridiculisés et des monopoles perplexes devant les assauts répétés contre leur despotisme patent mais désormais instable.

Les adversaires en présence, gouvernement et mouvement révolutionnaire, le savent bien : l'opération participation dans les facultés est une occasion privilégiée pour mesurer leur force et leur audience. Quelles sont les stratégies et les tactiques mises en œuvre pour l'emporter ?

Celles du pouvoir sont simples : « mouiller » les étudiants et les professeurs en leur faisant assumer la gestion de l'Université sans qu'ils aient la moindre possibilité de changer en quoi que ce soit la finalité et le contenu de l'enseignement ; conserver le pouvoir réel tout en trouvant des collaborateurs qui feront le boulot à sa place, la bourgeoisie espère y arriver en jouant du mythe électoraliste. « Voter, c'est bien connu, c'est donner son opinion, c'est donc être libre. Avoir son mot à dire, cela crée des devoirs et des responsabilités. »

Mettre ainsi l'accent sur les élections

à l'immense avantage d'obscurcir ce sur quoi l'on vote. En définitive, quelle est la nature exacte de la participation dans l'université, quelle est sa fonction politique dans le plan général de la bourgeoisie pour perpétuer sa dictature ?

Après l'ébranlement révolutionnaire de mai, participer dans l'université, c'est recevoir passivement tout ce qu'il y a de mort dans le savoir officiel, qui n'a d'autre fonction que de perpétuer l'opposition radicale entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels et de permettre la survie de la dictature bourgeoise. En mai, le mouvement étudiant a fait deux découvertes fondamentales. Premièrement, il a compris que le savoir officiel dispensé à l'université servait directement les monopoles dans la mesure où il était lui-même le monopole des autorités académiques. La bourgeoisie s'approprie le savoir comme elle s'approprie les moyens de production. Mais en retour les étudiants ont appris que la connaissance surgissait du pavé. Ou, comme le dit Mao Tsé-toung, que « les idées justes naissent de la lutte des classes ». On en sait bien plus sur la sociologie, la psychologie, la médecine, le droit ou même la philosophie en participant à une grève ouvrière, en parlant avec les gens de son quartier, en enquêtant sur la médecine du travail, en vivant dans les bidonvilles ou en passant la nuit à Beaujon qu'en se gavant de tous les brouets indigestes des Aron, Duverger, et autres professeurs.

La participation, c'est du bricolage, conçu et organisé par l'expert en escamotage Faure, pour tenter de cacher aux yeux de tous que l'Université bourgeoise se meurt. Pour participer, il faut participer à quelque chose. Mais que reste-t-il de l'Université bourgeoise ? Des flics habillés en professeurs réactionnaires qui se servent de la note comme d'autres de la matraque. La logique professionnelle réactionnaire est désormais claire : je note pour abattre — pas de diplômes, les cancre, vous ferez donc les chiottes — j'interroge, c'est pour vous tomber dessus ; j'examine, donc je sanctionne. Examen, répression.

Dès lors, que doit être la riposte du mouvement ? Engager la lutte prolongée

contre toutes les formes d'autoritarisme à l'Université. Combattre l'autorité professorale en substituant aux cours, partout où c'est possible, des commissions, des contre-cours avec des enseignants progressistes, en invitant les C.A. d'usine et de quartier. En un mot, faire prendre en charge par les masses révolutionnaires l'élaboration d'un nouveau savoir vrai, parce que directement lié à la pratique de la lutte des classes. De cette manière le mouvement étudiant prouvera et est en train de prouver qu'il est capable d'offrir l'envers positif de sa contestation. Si le savoir bourgeois est déconsidéré et remplacé par des connaissances réelles, les pontes syndicaux n'auront plus d'arguments tirés des soi-disant contraintes de la science pour étouffer la volonté de lutte du prolétariat. On connaît bien leur tactique. A chaque révolte ouvrière, ils rétorquent, stentieux : « Très bien, camarades, vous avez raison de revendiquer. Mais connaissez-vous les lois de l'économie, la complexité d'une société industrielle moderne, les délicats rouages du Marché commun ? Avez-vous songé que si vous faites grève, vous pouvez faire le jeu des monopoles étrangers en affaiblissant la capacité productrice des industries françaises ? Vous serez les premiers lésés, car ce sera la récession, le chômage. La situation n'est pas mûre. Donc, faisons des pétitions et des délégations à l'Assemblée Nationale. »

Si dans les universités, par la destruction du savoir bourgeois, un véritable savoir populaire s'élabore et se diffuse, alors ce genre de salade ne prendra plus. Les ouvriers d'avant-garde auront les arguments pour entraîner et convaincre leurs camarades de travail, dégoûtés des syndicats mais encore sceptiques sur la possibilité d'engager des luttes victorieuses.

C'est précisément cette possibilité de fusion, à l'Université, entre mouvement étudiant et ouvriers révolutionnaires que la bourgeoisie ne peut tolérer. La participation tentait de désamorcer « cette bombe atomique » pour le mouvement révolutionnaire. Manifestement, cela ne suffit plus. Alors on envoie les flics à Vincennes, Nanterre et ailleurs ; on installe des Commissariats à l'intérieur des facs sous forme d'appariteurs musclés. Il est clair que se battre pour l'unification du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est se battre contre toutes les formes de filailles. La lutte est engagée, elle se poursuivra. Notre position est simple : nous ne voterons pas parce que nous n'avons pas de temps à perdre.

LA PARTICIPATION : L'autorité qu'on ne partage pas

Que veulent les étudiants ? N'ont-ils pas un « bon ministre », M. Edgar Faure, une « bonne réforme », la loi d'orientation ? Et pourtant, les étudiants ne sont pas contents. A la base, un sentiment vague : les émigrés de mai sont revenus. Dans l'écrasante majorité des facultés, les mêmes professeurs débitent sur le même ton les mêmes salades. Dans l'écrasante majorité des facultés, les mêmes examens seront organisés selon les mêmes méthodes. Dans 99 % des lycées, les mêmes surveillants généraux, proviseurs, censeurs jouent toujours le même rôle de garde-chiourme.

Bien sûr, il y a eu des changements ; ça et là, le cours magistral a été supprimé. Ça et là l'examen est remplacé par la « notation continue ». Ça et là les absurdes cloisonnements académiques disparaissent. Et pourtant, même là, l'impression fondamentale demeure : rien n'a changé.

La raison est évidente, pour tous ceux qui ne réduisent pas le mouvement de Mai à une remise en cause des structures archaïques de l'Université. Dans toute la société, la crise de Mai a ébranlé les fondements de l'autorité ; à l'Université plus qu'ailleurs.

Tout le système social et politique essaie aujourd'hui de reconstituer l'Autorité. A l'Université, la restauration des Autorités académiques passe par la reconstruction du statut professionnel dans sa dignité et sa majesté : c'est parce que ce statut a été au centre de la contestation de mai, que rien de fondamental n'a été changé.

Mais, dira-t-on, les étudiants vont être associés au pouvoir dans l'Université. Le pouvoir que les professeurs exerçaient seuls autrefois va être partagé. C'est vrai ! Mais quel est ce pouvoir. Le droit d'affecter les salles de cours et de travaux pratiques, de répartir les centimètres carrés d'affichages, et de définir les heures d'ouverture des secrétariats. Le pouvoir que l'on

offre de partager aux étudiants c'est celui des assemblées de faculté et des doyens. Or ce pouvoir n'existe pas. Les doyens n'ont aucun pouvoir, pas même celui de fermer les facultés puisque pour cela ils ont besoin de recourir à la police. Le pouvoir sur l'Université n'est pas dans l'Université. Il réside dans les institutions qui assurent sa subsistance (l'Etat) ou qui utilisent ses produits. Là se prennent les décisions qui orientent et façonnent le visage de l'Université.

En revanche, il existe à l'Université des autorités. Lorsque le nuage de fumée qui les entoure a disparu il ne leur reste que les récompenses qu'elles peuvent attribuer — les diplômes — et les forces répressives qu'elles peuvent mettre en œuvre. Avec la loi d'orientation les enseignants partagent le pouvoir qu'ils n'ont pas ; en revanche, ils conservent seuls l'exercice de l'autorité. La preuve : la loi Faure admet les étudiants partout, sauf aux deux endroits où s'accomplissent les actes essentiels de l'autorité : la cooptation des enseignants où se recrutent les personnes qui l'exercent et les jurys d'examens où s'attribuent les diplômes.

C'est pourquoi la loi d'orientation est un marché de dupes. En échange de l'ombre du pouvoir, on propose aux étudiants de cautionner la reconstitution de l'autorité universitaire.

Les dispositions incroyables de la loi pour éviter que les étudiants sortent de la sphère du pouvoir mythique qui leur est attribué en sont le signe. D'abord le quorum de 60 %. Cela signifie que les élections ne sont valables que si les 2/3 des étudiants votent. En-dessous, sanctions : on supprime autant de sièges qu'il manque proportionnellement de voix. Ce régime exceptionnel n'existe nulle part ailleurs. S'il était appliqué aux Comités d'entreprises la représentation ouvrière s'y trouverait souvent réduite du quart, parfois de la moitié. Naturellement il n'est appliqué qu'aux

étudiants. Sans parler du mode électoral, des collèges différenciés, auprès desquels le mode de scrutin des congrès radicaux est un modèle de clarté et de démocratie.

Quant à la compétence de ces organes, leur limitation est considérable. Au départ, à l'article 19, on lit qu'ils « déterminent [les] activités d'enseignement, [les] programmes de recherche, [les] méthodes pédagogiques, [les] procédés de contrôle des vérifications des connaissances et des aptitudes ». Mais ce mirifique programme s'effiloche au fil des articles de la loi.

A l'article 20, on apprend que les diplômes nationaux relèvent du Ministre de l'Education Nationale. A l'article 31 et 32, que le choix des enseignants dépend des seuls enseignants et que « les enseignants... ont compétence exclusive pour effectuer [la] répartition [des fonctions d'enseignement et des activités de recherche], organiser le contrôle des aptitudes, désigner les jurys et décerner les titres et diplômes ». On se demande, dans ces conditions, ce qu'il peut rester. La confiance règne.

Il y a aussi l'envers de la loi Faure. Ce sont les décrets qui étendent les pouvoirs disciplinaires des recteurs. C'est le recrutement d'une police universitaire, les appariteurs musclés dont on vient d'avoir un aperçu des méthodes à Nanterre. Cette police ne dépend pas des conseils paritaires ni même des doyens mais directement des recteurs. L'autorité ne se divise pas. Ce qui restait des franchises universitaires disparaît.

C'est tout cela que la participation demande aux étudiants de cautionner. Se battre contre la participation, c'est éliminer les polices officielle ou parallèle de l'Université. C'est intervenir à tous les endroits où tend à se reconstituer l'autorité académique. Le point stratégique est constitué par l'attribution des diplômes. Placer sous le contrôle des A.G. ou des organes qui en émanent les procédures d'attribution des diplômes, c'est non seulement bloquer l'un des processus de reconstitution de l'autorité académique, c'est enrayer le mécanisme de sélection des élites sociales.

La résistible ascension d'Edgar Marcellin

Lycées : la guérilla des films

Après la répression administrative qui consistait à renvoyer des militants lycéens, c'est maintenant la répression policière qui s'abat sur les lycées. Cela depuis près de sept semaines, de plus en plus violemment. L'intimidation avait échoué et même provoqué de violentes ripostes de la part des C.A.L. (Decour, Balzac). Maintenant, on frappe. Edgar délègue ses pouvoirs à Marcellin, les « parents d'élèves » se transforment en C.R.S., les flics nettoient les couloirs des lycées. A toute action lancée par les C.A.L., l'administration répond : « Non, Mmm... Police ! ». Quand pour imposer le droit de réunion, la liberté politique, l'ouverture des lycées sur l'extérieur, les militants lycéens organisent des projections de films de mai, le régime prouve son impuissance en répondant par le bâton, comme à Chaptal, à Buffon à Michelet, à Saint-Louis. Et Sanguinetti pour justifier son compère Marcellin clame sur tous les toits que ces films sont dangereux puisqu'ils déclenchent des troubles chaque fois qu'ils sont projetés. Nous sommes profondément désolés de contredire le cher citoyen Sanguinetti, mais son raisonnement est quelque peu boiteux : si ces films provoquent des troubles, c'est que sa clique en a auparavant interdit la projection et s'ils sont dangereux, c'est qu'ils le condamnent, lui, sa bourgeoisie et sa société capitaliste.

Ils ne sont dangereux que pour lui et son système. Oui, ils donnent la rage aux braves citoyens mais c'est une maladie qui va dans le sens de l'histoire (pas son sens, malheureusement). Ces films montrent ce qu'il s'est réellement passé dans les rues de Paris au mois de mai, pourquoi les ouvriers de Nantes ont occupé leurs usines, pourquoi les cheminots sont restés dans les dépôts ; ils nous mon-

si le courant était coupé, ce même proviseur était fort répréhensible. (...Et, un accident est si vite arrivé, n'est-ce pas ?). A Buffon et à Saint-Louis, on s'est bêtement branché chez un voisin. D'autres camarades encore ont monté la garde près des disjoncteurs, etc. La vieille astuce pour l'administration de couper la lumière ne tenait plus debout. La seconde étant de saboter l'appareil de projection, il est toujours bon, ou bien d'en vérifier le fonctionnement avant la projection ou bien de louer un appareil simple dont on sera sûr d'être les maîtres. La leçon essentielle a été de compter sur ses propres forces. Enfin, s'il y a réelle impossibilité, rien ne nous empêche d'aller dans un lycée voisin (Decour - Chaptal) ou de recommencer le lendemain, par surprise (Buffon).

Mais nous devons avant tout pouvoir arriver à nos fins. Si nous promettons une projection, elle doit, quoi qu'il arrive, avoir lieu. Sinon, nous reculerons à chaque fois jusqu'au moment où l'ordre règnera définitivement. De même, si nous décidons d'occuper un lycée, nous devons pouvoir le défendre jusqu'au bout. Nos camarades de Vincennes ont défendu une fac en verre, il nous sera d'autant plus facile de défendre un lycée-caserne jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

De plus, ce genre d'actions : projections, grèves, occupations ne doivent plus rester sans débouchés, se solder en vaines commissions, en bavardages inefficaces, en attendant.

Nous devons montrer clairement que la participation c'est la participation aux coups de bâton, et pas la réforme des structures de l'Université et de la Société ; que lorsque nous refusons cette participation nous la refusons aussi pour les usines et les bureaux. Le gaullisme a compris que s'il échoue dans l'Université, il échouera partout ; c'est pour cela qu'il envoie ses bouchers musclés à Nanterre, ses mercenaires dans les facs et les lycées.

Nous ne devons plus nous renfermer dans les ghettos des lycées mais aller expliquer notre lutte vers les C.E.T., les quartiers, les entreprises.

Nous devons montrer que cette lutte est la même que celle du prolétariat,

Que représente ce tableau pour la bourgeoisie française ?

Philippe de Champaigne, même si personne n'avait entendu parler de lui, porte un nom « bien de chez nous » et représente la tradition de l'art français laborieux, bien léché — pourtant ce tableau, exécuté en série, avait le même rôle que nos Posters.

Richelieu, joyau de nos livres d'histoire, c'est l'incarnation du pouvoir d'Etat, de l'unité nationale affirmée contre les « minorités », de l'habile stratégie politique. C'est aussi l'identité entre le pouvoir spirituel et temporel, la justification historique du gaullisme qui drape des défunctes du passé son entreprise anachronique.

Ce tableau, tout à coup, devient le symbole de la France éternelle, du patrimoine que l'élite de la nation se transmet de génération en génération.

Mais que foutait Richelieu dans le bureau du recteur ? Couve de Murville déclare que nous avons dégradé « l'instrument de travail des étudiants et la propriété de la nation ».

En effet, ce tableau de Richelieu était un instrument de travail : mais aux mains de qui ? Ce qu'ont fait les étudiants c'est de nier la fonction répressive du rectorat en l'occupant et de lui donner une nouvelle fonction : support d'une affirmation : le triomphe de la révolution passe par la destruction de ces pouvoirs répressifs — spirituel et temporel — « le jour où le dernier cardinal sera pendu avec les tripes du dernier recteur ».

Ces tableaux, les médailles, la dague de Richelieu avaient une fonction dans le bureau du recteur. Bien. Nous les ferons fonctionner. Mais pour nous. Ainsi, en entrant dans le rectorat, notre première réaction a été de faire fonctionner le téléphone pour nous : pour expliquer à l'A.F.P. ce que nous faisons là, pour joindre les camarades des autres facs.

Dans le contexte politique de cette occupation, l'ironie de ces inscriptions, le décalage qu'elles instaurent fonctionnaient de façon révolutionnaire. Le sens du tableau a été détourné au profit d'une lutte révolutionnaire, comme en mai les affiches des Beaux-Arts reprenaient les sigles des grandes firmes, Renault, Citroën, pour en faire le symbole d'un combat exemplaire.

Enfin notre présence dans le rectorat était une véritable intrusion et qu'il fallait marquer comme telle. Le rectorat se préservait lui-même du fait qu'il était sacré. Notre occupation l'a désacralisé. Et la bourgeoisie l'a bien compris : Richelieu ne suffit plus à le protéger, il a fallu en murer l'accès. L'enceinte sacrée a donc été violée. Oui. Mais pendant deux heures. Ensuite : flics, arrestations, incursions.

Ceci montre bien les limites de notre action, tant que nous nous attaquons aux images, sans avoir les forces suffisantes pour faire exploser la réalité qu'elles manifestent et conditionnent.

C.A. ESTHETIQUE.

Beaujon : faites-vous tirer le portrait

Deux cent vingt militants ont été transférés à Beaujon le 23 janvier après l'occupation de la Faculté de Vincennes ; les flics ont systématiquement photographié des camarades « interpellés pour vérification d'identité ». La photographie relève du service anthropométrique : selon la loi, on photographie le présumé coupable avant de l'envoyer au juge d'instruction qui doit lui notifier une inculpation. En bonne légalité bourgeoise, la photo n'a rien à faire avec l'interpellation pour vérification d'identité. Quatre camarades de Vincennes le savaient : ils ont refusé de passer devant l'appareil, ils ont été menacés. Mais les flics n'ont pas insisté. Ils ont dû renoncer à leur portrait-souvenir. En revanche, ils ont saisi les cartes d'identité, ce qui est encore plus illégal. Si les deux cent vingt avaient refusé la photo, la pagaille et l'illégalité de Beaujon se seraient aggravées et auraient pris un sens politique.

— Parce qu'à Vincennes, il faut en finir avec les alibis et les faux-fuyants de l'administration. Seule l'action directe fera céder l'administration sur les points où elle peut céder, seule l'action révélera les points de résistance du système universitaire bourgeois. Alors il sera clair que Vincennes est peu différente des autres facultés.

— Parce que depuis octobre, dès que le pouvoir montre les flics, le mouvement recule. Depuis une semaine, les C.A.L. mènent une dure bataille, lycée par lycée, pour imposer leur liberté d'action politique par des meetings et des films. Les provocations policières se multiplient. Il est temps de marquer un temps d'arrêt, de montrer que la solidarité des étudiants et des lycéens n'est pas un vain mot.

Les forts de Vincennes

Le 23 janvier est une date rupture pour le Mouvement à Vincennes. Avant le 23 janvier, le C.A. attaquait pièce par pièce les différents alibis du Centre Universitaire Expérimental. En effet, l'administration et une majorité de profs voulaient faire croire que les étudiants pouvaient participer à l'élaboration des programmes, avaient leur mot à dire sur l'organisation de l'enseignement. L'action des militants du C.A. sur l'admission des étudiants non bacheliers, la mise au pied du mur des enseignants, sommés de s'expliquer sur Mai et les conséquences qu'ils comptaient en tirer dans leur enseignement, révélaient progressivement qu'à Vincennes

la réalité de l'Université était la même qu'ailleurs : une institution bourgeoise.

VINCENNES : UNE VITRINE POUR LA REFORME

La colère était latente à Vincennes. Les promesses gouvernementales s'envolaient en fumée. Différentes formes de répression se mettaient en place :

— Permanence d'une sélection « culturelle » malgré la promesse d'admettre les non-bacheliers au Centre.

— Mise en place d'un numerus-clausus (9 000 étudiants), premier pas vers la sélection pour l'université d'élite que prétend devenir Vincennes.

— Gestion de la faculté par une commission de dix enseignants dont la première tâche fut d'appliquer le compromis conclu entre les profs et Edgar Faure : Sur les 240 enseignants prévus, 160 seulement devaient être nommés le

terrain. Mais il faut montrer notre détermination à nous révolter et à lutter. Il ne s'agit pas de menacer le pouvoir en paroles mais de lui laisser comme seule alternative soit de suspendre la répression contre le mouvement, soit de voir l'agitation s'étendre des lycées aux facs.

AUTO-DEFENSE DE MASSE

Le plan de résistance est simple. Seuls les bâtiments B et C (locaux administratifs et les amphithéâtres) seront occupés. Le rez-de-chaussée, trop difficile à défendre, sera bouché : Si les C.R.S. veulent entrer, ils briseront les portes. Les étages auxquels on ne peut accéder que par deux escaliers seront défendus étage par étage.

Lorsque les commissions arrêtent de travailler, c'est la joie d'occuper qui se fait jour. Personne ne pense que les

Chatenay : révolutionnairement votre

Vendredi 24 et samedi 25 janvier plus de la moitié des élèves du Lycée de Châtenay-Malabry se sont mis en grève pour protester contre l'intrusion brutale de la police dans les lycées Michelet et Saint-Louis.

L'UNION FAIT LA FORCE

Le C.A.L. a su mobiliser plus de 800 lycéens dans ses meetings et plus de 500 dans les commissions en défiant les menaces voilées de l'administration. Sur quelles bases ce résultat a-t-il été obtenu ?

En mai, pas plus que dans la journée d'action du 13 novembre on n'avait observé une participation des élèves si importante.

Mais pendant un trimestre les idées révolutionnaires avaient gagné du terrain.

Chaque membre du C.A.L. s'employa à convaincre patiemment ses camarades de classe peu informés ou « apolitiques ».

Dans cette lutte prolongée, on usa de plusieurs méthodes :

— La discussion personnelle argumentée.

— La prise de parole.

— L'étude de Marx (Le Manifeste Communiste).

— Le débat.

— Les affiches, bien qu'elles soient régulièrement enlevées par l'administration. Une telle atteinte à la liberté d'expression souleva d'ailleurs l'indignation des élèves et renforça leur cohésion.

— Le journal du Lycée rédigé par le C.A.L. seulement car ceux qui lui étaient hostiles préférèrent démissionner faute d'idées ou d'arguments sans aucun doute !

— Le comportement libéral du C.A.L. à l'égard des lycéens sans option politique ou même du Mouvement Lycéen pour la Réforme, groupuscule inorganisé (qu'il autorisait à s'exprimer au cours de ses propres meetings), son style de travail dénué de tout sectarisme lui attirèrent l'intérêt et la sympathie de la grande masse des lycéens.

— L'excellente organisation tactique du premier meeting appelé à la grève où il fut tenu compte de l'expérience passée (contre les tentatives de chahut du M.L.R., utilisation d'un haut parleur).

Tout cela fit qu'au moment de la brutale répression policière contre Saint Louis et Michelet les lycéens de Châtenay coude à coude sont prêts à la riposte et c'est l'administration qui tremble de peur dans ses bureaux !

Les lycéens de Châtenay sont fermement décidés à continuer le combat en dépit des pressions qui s'exercent :

— sur les « meneurs » menacés de renvoi (des parents d'élèves appartenant aux différentes associations ont porté plainte au Rectorat).

— Sur certains professeurs et surveillants qui les ont soutenus.

Ils meneront la lutte jusqu'au bout en dépit des pressions du C.D.R. local, sur le proviseur lui-même accusé de ne pas « dominer » la situation, et malgré la fausse alerte-provocation au plastic qui introduisit au lycée quelques flics en civil.

Ils oseront répondre à l'arbitraire des flics qui arrêtaient des élèves ou moment où ils diffusaient des tracts, et leur firent signer par la force des papiers qu'ils n'avaient pas le droit de lire.

Les règlements du lycée correspondent à un rapport de force que la lutte idéologique et des actions mobilisatrices peuvent modifier.

Le C.A.L. ne pouvait se réunir au lycée les jeudi et samedi après-midi. Pendant la grève du 24-25 janvier (épreuve de force), la commission permanente s'est empressée de leur en donner l'autorisation voyant bien que dans le cas contraire les lycéens seraient assez déterminés pour la prendre d'eux-mêmes !

Dans une lettre au ministre ils ont en outre posé leurs conditions.

— Ils réclament :

— La démission de l'inspecteur d'Académie Rieux (principal responsable de l'intervention de la police dans les lycées) ;

— La liberté d'expression ;

— La suppression de toutes les sanctions administratives et judiciaires envers les militants lycéens ;

— L'autorisation immédiate de projeter au lycée les films sur Mai ainsi que tout autre film à contenu politique.

En cas de refus ils sont prêts à reprendre le combat avec la même résolution.

LYCEENS, TRAVAILLEURS UNIS CONTRE LE CAPITALISME

Les lycéens de Châtenay savent que c'est à la classe ouvrière que revient principalement la tâche révolutionnaire de supprimer le capitalisme, mais dans la lutte qui s'intensifie depuis mai-juin 1968 ils savent aussi qu'ils ne sont pas inutiles et qu'ils ont contribué à



trent la lutte de nos camarades de Flins, des paysans bretons, des étudiants mexicains, allemands, japonais, sud-américains.

Puisqu'on cache la vérité sur les luttes révolutionnaires, aussi bien en France qu'ailleurs, nous la montrons à nos camarades lycéens, aux professeurs, aux parents, aux gens des quartiers, aux travailleurs des entreprises avoisinantes. Ils en tireront les conclusions qu'ils voudront mais, gageons que ce ne sera pas en la faveur du régime. Cela, il le sait et c'est pour ça que ses valets jugent les films « dangereux ».

Nous le ferons reculer et passerons outre ses interdictions. Déjà, les flics ne sont pas entrés dans Saint-Louis. Ils se sont rattrapés dans les facs, mais, c'est une victoire en comparaison de Michelet, Chaptal et Buffon. Il faut donc être sûr de mener jusqu'au bout les actions que nous lançons. Nous commençons à avoir un certain nombre d'expériences intéressantes qui ont permis d'assurer le passage des films.

Le problème n° 1 est d'avoir du courant pour faire tourner les projecteurs. Le C.A.L. - C.A. Prépa, de Louis-Le-Grand s'est aperçu que les congélateurs de la cantine étaient alimentés d'une façon autonome. (En cas de panne, 500 kilos de viande, ça coûte cher au proviseur !) A Decour, on a fait comprendre qu'en cas d'incendie,

Rectorat : les bulles du Cardinal

Richelieu, dans toute sa splendeur, trônait, en l'espèce d'un tableau de l'école de Philippe de Champaigne, au-dessus de la cheminée du Rectorat de la Sorbonne. Depuis quelques jours il a retrouvé la parole pour proclamer : Détournons l'art de sa fonction de mortification, l'art est mort ; vive la révolution ! Et la révolution se fera quand le dernier cardinal sera pendu avec les tripes du dernier recteur !

Richelieu n'a pas été la seule « victime » des occupants. On a utilisé le tableau de Philippe de Champaigne comme un support, au même titre que les murs ou que les affiches publicitaires, et non comme un objet sacré.

Mais pourquoi la presse bourgeoise s'est-elle emparée de cette affaire ?



1^{er} janvier. Cette commission c'était l'auto-châtiment des profs de Vincennes.

Le 23, l'aspect policier de la répression s'accroît :

● On apprend que plusieurs enseignants ne seront pas nommés à Vincennes car jugés trop gauchistes par Edgar Faure.

● Au Quartier Latin, les lycéens s'opposent aux flics qui prétendent entraver leur liberté d'action politique dans les lycées (projections de films surtout).

Dès que l'occupation du rectorat est connue, plus de 500 étudiants et profs se réunissent en assemblée générale.

OCCUPATION = RESISTANCE

Après l'irruption de la police dans la Sorbonne, personne, sauf les étudiants de service du P.C.F. ne conteste que l'heure de passer à l'action a sonné. Sur les objectifs propres à Vincennes et par solidarité avec les lycéens, l'occupation est décidée.

L'occupation ce n'est pas un rituel. C'est le choix d'engager une épreuve de force limitée et politique avec le pouvoir. Pourquoi ?

— Parce qu'à Vincennes, il faut en finir avec les alibis et les faux-fuyants de l'administration. Seule l'action directe fera céder l'administration sur les points où elle peut céder, seule l'action révélera les points de résistance du système universitaire bourgeois. Alors il sera clair que Vincennes est peu différente des autres facultés.

— Parce que depuis octobre, dès que le pouvoir montre les flics, le mouvement recule. Depuis une semaine, les C.A.L. mènent une dure bataille, lycée par lycée, pour imposer leur liberté d'action politique par des meetings et des films. Les provocations policières se multiplient. Il est temps de marquer un temps d'arrêt, de montrer que la solidarité des étudiants et des lycéens n'est pas un vain mot.

VINCENNES : PREMIERE FAC A RESISTER

Ayant fait collectivement cette analyse et choisi d'occuper, les étudiants et les enseignants présents engagent alors en commission générale (150 participants) le débat sur l'auto-défense. Après une heure de discussions l'assemblée est unanime pour décider de résister en cas d'intervention des flics. Nous sommes décidés à en finir avec les occupations bidons. Si les flics se présentent, nous ne partirons pas comme des moutons : libres de rentrer chez nous entre deux rangées de C.R.S. Il faut résister. Nous n'avons pas l'illusion de gagner sur le

démâser les guignols et les pantins qui nourrissent la jeunesse d'un savoir pourri et décadent et qui tiennent l'Education Nationale, une des pièces maîtresses du pouvoir de la bourgeoisie.

Ainsi vis-à-vis des ouvriers de la région et de la population des quartiers, les lycéens ont la ferme volonté de rétablir la vérité contre les calomnies effrénées que propagent la presse (de Minute à l'Humanité), la radio, la télé, contre les lycéens et les étudiants. Ils ont d'ores et déjà diffusé un grand nombre de tracts dans les usines, les quartiers et les marchés.

Ils veulent d'autre part approfondir leur formation politique et mettre au service des travailleurs l'instruction qu'ils ont acquise.

Ces décisions ont été prises lors d'une rencontre à Châtenay réunissant les C.A.L. des lycées des Hauts-de-Seine : Michelet, Lakanal, Marie-Curie, Antony, Raspail, Turgot, Massy, etc.

Il y fut faite une proposition de réunir un collectif parisien et peut-être national pour décider d'une campagne à grande échelle.

En attendant, le C.A.L. de Châtenay rappelle qu'une réunion inter-CAL des Hauts-de-Seine a lieu ce jeudi 6 février au Lycée de Châtenay.

MICHELET : LES C.R.S. FRAPPENT POUR LA PREMIERE FOIS LES LYCEENS DANS LEUR LYCEE

L'inspecteur d'académie convoque pour le matin un conseil d'administration dont certains membres ne furent pas contactés : ce C.A. destiné à valider son goût de l'ordre, n'a pu ni délibérer ni voter et la séance a été arbitrairement levée.

L'après-midi M. Rieux, l'inspecteur d'académie fit venir au lycée une « trentaine d'appareilleurs musclés » ; afin d'introduire une projection de films, les forces de police intervinrent provoquant la panique.

A partir de ce moment la ratonnade des C.R.S. commença : premier matra-

qua à un travail de propagande révolutionnaire soient, dans l'esprit, des petits bourgeois.

Des fumistes ?

Il y a dans les Comités d'Action Lycéens, comme dans tout groupe, de bons et de moins bons élèves. Ce que l'on peut dire, c'est qu'ils sont en tout cas l'élément vivant du lycée, les seuls qui jusqu'à présent aient fait quelque chose pour l'enseignement.

Des agités minoritaires ?

Quand on sait le nombre d'élèves qui à Châtenay se sont réveillés pour protester contre l'Etat policier et cela malgré les efforts du gouvernement pour les tenir baillonnés, on ne peut que sourire du mot « minoritaires » !

Nous n'avons donc rien à voir avec ces affirmations mensongères.

Nous sommes des lycéens qui en ont assez d'un régime décadent qui ne connaît plus que la violence.

Où nous contestons.

Cependant, nous ne contestons pas, comme on vous l'a dit, toute société, mais la société capitaliste, l'Etat des patrons et des C.R.S.

Nous savons que seuls les travailleurs peuvent libérer le peuple de l'emprise de la bourgeoisie.

Notre combat est le vôtre.

Nous sommes donc à vos côtés.

Le Comité d'Action Lycéen de Châtenay.

COMMISSION ETUDIANTS TRAVAILLEURS

Cette commission rassemblait des gens de tendances diverses ce qui eut pour effet de transformer le début de la réunion en une lutte d'influence entre diverses tendances politiques.

Le C.A.L. expliqua ensuite ses buts et ses moyens d'actions bien qu'on lui reproche d'être éloigné du mouvement ouvrier et de ne pas connaître la réalité du problème prolétarien.

1° Les militants du C.A.L. expliquèrent qu'ils ne considéraient pas la révolution comme possible sans les ouvriers mais que d'autre part ils ne pen-

tira à la prise de conscience de toute la population.

Comité d'Action Lycéen de Châtenay-Malabry Lycée Mixte de Châtenay 92-CHATENAY-MALABRY

Châtenay, le 29 janvier 1969.

Monsieur le Ministre,

Après que les forces de répression — de participation serions-nous tentés d'écrire — ont pénétré pour la première fois dans l'enceinte d'un lycée, le lycée Michelet, les élèves de Châtenay-Malabry, sur proposition de leur Comité d'Action, décidèrent le vendredi 24 au matin, de se mettre en grève.

Ils ont voulu par ce geste, condamner les brutalités d'un régime qui ne connaît plus pour dominer, que la force aveugle de l'impuisant.

Ils ont enfin voulu exprimer leur solidarité envers les « terroristes » que sont des élèves de troisième ou de seconde, matraqués sauvagement pour avoir demandé la projection d'un film qui raconte ce que furent réellement les « fêtes nocturnes » du printemps.

Ils ont enfin voulu prévenir les détentures de ce jouet terrible nommé la répression, que la jeunesse était prête à aller très loin, pour pouvoir s'exprimer, à sacrifier beaucoup de son énergie et de son temps pour qu'enfin les lycées soient ouverts non pas aux flics, mais aux fils d'ouvriers.

Afin de dénoncer la presse mensongère et asservie nous vous informons également que plus de la moitié des élèves du lycée étaient en grève.

C'est le désir de ne pas succomber à la provocation et celui aussi de profiter — cancre que nous sommes — du maigre brouet spirituel offert chaque jour par votre enseignement mal replâtré qui nous a fait opter pour une suspension de la grève.

Trouvez ci-joint la motion — votée le samedi 25 à midi par les élèves grévistes — jalon d'un mouvement qui n'attend pour s'exprimer à nouveau que votre prochaine erreur.

Révolutionnairement vôtre.

Le Comité d'Action Lycéen de Châtenay-Malabry.

DIX JOURS AU LYCEE DE CHATENAY-MALABRY

Mercredi 22 : Les flics rentrent à Michelet.

Jeudi 23 : Réunion du C.A.L. de Châtenay pour répondre à Michelet. Meeting décidé pour le vendredi 10 heures (haut parleur, tracts, affiches).

Vendredi 24 : 10 heures. — Meeting 700 à 1000 personnes, 500 grévistes. Présence du C.A.L. Michelet, Commissions, tract explicatif en direction de la population. Contacts avec d'autres lycées. Projection de films impossible.

Samedi 25 : Matin. — Continuation de la grève. Midi. — Suspension de la grève décidée en A.G. Voir « Motion au Ministre ».

Après-midi. — Réunion Inter-C.A.L. L'administration refuse d'abord puis recule et donne son accord officiel. (présents : Michelet, Lakanal, Marie-Curie, Antony, Raspail, Turgot, Massy).

Lundi 27 : Meeting explicatif, motion et campagne d'information.

A midi, commissions pour la campagne d'information. Motion au procureur.

Mardi 28, mercredi 29 : Suite commissions, contacts avec T.R.T., Thomson, Nord-Aviation, Foyer Citroën. Tracts, prises de parole. Motion à E. Faure (rectorat).

Jeudi 30 : Réunion du C.A.L. Point de la semaine. Pour la première fois réunion officielle du C.A.L. DANS LE LYCEE.

Vendredi 31 : Meeting, compte rendu de la campagne d'information.

Lundi matin, deux nouvelles arrivaient coup sur coup : 59 étudiants et étudiantes se voyaient signifier par lettre recommandée du recteur de Paris, leur expulsion pour un an de l'université. Motif : avoir envahi le rectorat le jeudi 23 janvier.

15 étudiants de Nanterre, arrêtés depuis vendredi étaient inculpés pour violences — 8 d'entre eux étaient relâchés, les 7 autres étaient écroués à Fresnes. Motif : avoir été tabassés par les appareilleurs en ayant l'outrecuidance de n'être pas les mains nues ou ayant été désignés (par les appareilleurs) comme étant armés.

Le pouvoir voulait donc déclencher la répression « tout azimut » croyant sans doute (une fois de plus) que les gauchistes étaient déconsidérés par la masse des étudiants.

Mais une fois de plus, le pouvoir s'est trompé.

A Nanterre, 3 000 étudiants se réunissaient dans l'après-midi dans un des grands amphithéâtres et, appuyés par la section du S.N.E.-Sup., déclaraient la grève active jusqu'à la libération complète de leur camarades et à l'expulsion des appareilleurs-flics. Cela n'empêchait pas la T.V. d'interviewer le soir-même un soi-disant enseignant dénonçant la répression militaire et totalitaire des gauchistes (les appareilleurs-nervis doivent bien se marrer eux, en pensant aux 17 étudiants qu'ils ont envoyés à l'hôpital).

A la même heure, au Centre Censier et à la Sorbonne, des assemblées de comités d'action déclaraient la mobilisation générale pour la journée de mardi et d'autres formes d'actions pour les jours suivants. Toujours dans l'après-midi, le B.N. du S.N.E.-Sup. tenait une conférence de presse où il appelait en substance les enseignants à ne tenir aucun compte des sanctions prises par le Rectorat à l'encontre des 59 étudiants qui avaient osé fouler les moquettes des services du rectorat et envisageait comme possible l'extension de la grève de Nanterre à d'autres facultés.

Manifestation d'étudiants à la cafeteria. Quelques pierres sont jetées contre le « commissariat administratif » sans résultat. Un peu plus tard, nouveau rassemblement sur le campus. Les CRS cernent la fac. Soudain les 80 appareilleurs surgissent, appuyés de 70 de leurs collègues récemment affectés pour repérer les camarades particulièrement engagés. Ils matraquent tout le monde indistinctement sur leur passage, à coup de barres de fer et de fouets munis de billes de plombs. Une vingtaine d'étudiants assommés, des mares de sang par terre. Les appareilleurs pourchassent les étudiants qui sont obligés de s'enfuir dans les étages étant donné que les CRS barrent la sortie, les appareilleurs commencent alors une ratonnade sélective. Ils entrent dans les amphis, en plein cours et vont chercher les étudiants qui ont les cheveux longs ou ceux qu'ils ont déjà repérés, ils les assomment et ensuite les donnent aux policiers qui les embarquent. Comment se passe une arrestation par les « huissiers du rectorat » ?

« Celui-là, c'est un noir ! » Dix appareilleurs musclés, en survêtement de sport, petites matraques à la main, se ruent sur le dénommé « noir » et le tabassent.

« Celui-là, aux cheveux longs ! » Même scénario.

Si quelqu'un, étudiant ou professeur, a le malheur de s'élever contre les brutalités, il est aussitôt agrippé et emmené « chez le doyen », en fait jeté à coup de matraque dans les cars des flics.

Trente camarades ont ainsi été embarqués et menés d'abord au commissariat de Puteaux, puis à la brigade territoriale de la rue de la Faisanderie (16^e). Là, ils ont subi un premier interrogatoire. La 1^{re} partie de l'interrogatoire portait sur leur identité. La 2^e partie de l'interrogatoire consistait en deux questions habilement posées, dont le texte exact sera publié plus tard et qui était à peu près ainsi formulées :

Nanterre : le commissariat dans la fac.

La presse a présenté les incidents de Nanterre comme une bagarre entre appareilleurs et gauchistes à propos des élections.

Or, voici les faits :

Depuis un mois, 80 appareilleurs flics patrouillent dans la fac, espionnant, intimidant, recensant. A l'extérieur, les CRS rôdent. Dans la matinée de vendredi, continuation de la campagne entamée depuis plusieurs jours contre la venue, pour soutenance de thèse du professeur Chauuu, qui s'est fait remarquer dans la répression contre les étudiants de Caen, fondateur du CDR de la ville. Vers midi, formation d'une ma-

1) Vous avez été interpellé (e) au cours d'une manifestation durant laquelle des déprédations volontaires de matériel (notamment des pierres lancées sur les vitres des bâtiments administratifs) ont été effectuées.

2) Vous étiez dans un amphitheâtre dans lequel on distribuait des armes.

Les 30 camarades devaient répondre à ces questions.

A ce propos, voici quels sont les droits des personnes arrêtées :

Nul n'est tenu de répondre à aucune question, de signer quoi que ce soit. On a le droit de refuser la photo, la prise d'empreintes digitales et l'anthropométrie. Tout cela tant que l'on n'a pas vu son avocat. Donc, la seule chose à répondre à toute question est : je n'ai rien à déclarer, je parlerai en présence de mon avocat, je refuse de signer quoi que ce soit tant que je n'ai pas vu mon avocat.

rades sont actuellement à la Santé, accusés de port d'armes et d'usage par voie de fait d'armes prohibées.

Mobilisons-nous pour exiger la mise en liberté provisoire de ces sept camarades.

De ces événements on peut tirer beaucoup de conclusions et notamment celles-ci que nous adresse une copine de Nanterre : (nous avons quelque peu modifié son texte pour des raisons évidentes).

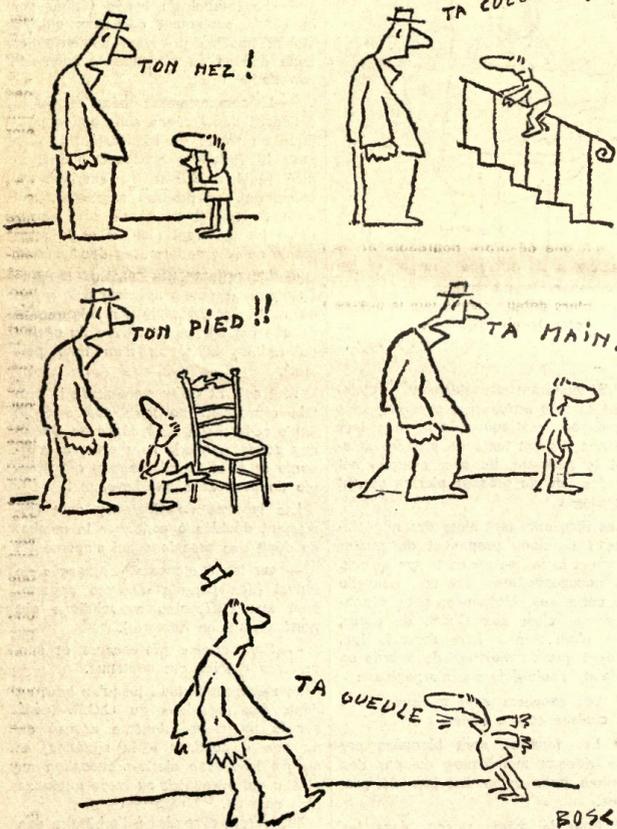
« Aux actes citoyens !

Les C.A. renoncent à de nombreux objectifs parce qu'ils ont peur de la répression.

— A Nanterre les militants ne peuvent plus mener la lutte jusqu'au bout contre l'université bourgeoise :

— Quand les appareilleurs viennent les vider, ils savent qu'ils ne seront pas toujours capables de leur résister.

— Dans les quartiers les CA ne s'opposent pas à la rénova-



quage dans la cour du moyen collège; quelques temps après, les lycéens réunis dans un réfectoire subirent une seconde charge qui fit des blessés (dont un membre du personnel) et qui amena l'arrestation d'une cinquantaine de lycéens; ils furent emmenés à Beaujon, fichés et photographiés.

C.A.L. Michelet.

A.L.P.E. (Parents d'élèves).

Sections locales S.N.E.S. S.G.E.N.

Le C.A.L. Châtenay.

— Solidaire des lycéens de Michelet, appelle à un meeting, sur le thème :

— La police dans les usines;

— La police dans les universités;

— La police dans les LYCEES I

Réagissons-nous ?

TOUS DANS LE HALL A 10 HEURES.

Le Comité d'Action Lycéens de Châtenay

TRACTS AUX OUVRIERS DIFFUSE A T.R.T., THOMSON, NORD-AVIATION, FOYER CITROEN

Pendant deux jours, les lycéens de Châtenay sont restés en grève. Ils protestent contre la répression féroce qui s'est abattue sur les lycées Michelet et Saint Louis, et d'une manière plus générale sur tous ceux qui veulent proclamer la vérité.

La presse a dit aux travailleurs que nous étions des petits bourgeois, des fumistes, des agités minoritaires.

Des petits bourgeois ?

Si malheureusement la majorité des élèves d'un lycée sont fils de bourgeois, on ne peut dire sérieusement que ceux qui dépendent leur temps et leur énergie

saient pas être inutiles au mouvement.

2° Les critiques de certains « apolitiques » portèrent malicieusement sur les degrés de liberté en Tchécoslovaquie. Le C.A.L. expliqua qu'il était tout aussi solidaire des étudiants tchécoslovaques que des étudiants français mais que pour le moment sa lutte était spécifiquement française.

3° Le C.A.L. après avoir reconnu que depuis le début de l'année il s'était enfermé dans un certain sectarisme, affirma sa volonté de lutter sur tous les fronts (étudiants et ouvriers). Pour cela il veut : faire un travail d'information et expliquer ses vues politiques aussi bien dans le lycée qu'à l'extérieur, militer en accord avec les syndicalistes et faire profiter les ouvriers de l'instruction qu'ils ont acquise. En effet, les lycéens du C.A.L. ne veulent pas devenir les futurs cadres exploités de la société capitaliste. Ils comprennent la défiance du monde ouvrier et savent que c'est en montrant leur volonté d'action que cette défiance tombera. Ils proposent donc aux lycéens ayant pris conscience de ces problèmes une action militante à l'extérieur du lycée qu'ils définiront eux-mêmes dans des réunions ultérieures.

4° En dehors du travail de l'action et de l'information politique, les militants du C.A.L. aideront les militants syndicalistes dans leur lutte à l'échelon de la région notamment pour la défense des ouvriers étrangers et des libertés politiques et syndicales élémentaires à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises.

Avant d'agir, il faut réfléchir, c'était le but de cette commission. La mobilisation constante des lycéens abou-



Manifestation d'étudiants à la cafeteria. Quelques pierres sont jetées contre le « commissariat administratif » sans résultat. Un peu plus tard, nouveau rassemblement sur le campus. Les CRS cernent la fac. Soudain les 80 appareilleurs surgissent, appuyés de 70 de leurs collègues récemment affectés pour repérer les camarades particulièrement engagés. Ils matraquent tout le monde indistinctement sur leur passage, à coup de barres de fer et de fouets munis de billes de plombs. Une vingtaine d'étudiants assommés, des mares de sang par terre. Les appareilleurs pourchassent les étudiants qui sont obligés de s'enfuir dans les étages étant donné que les CRS barrent la sortie, les appareilleurs commencent alors une ratonnade sélective. Ils entrent dans les amphis, en plein cours et vont chercher les étudiants qui ont les cheveux longs ou ceux qu'ils ont déjà repérés, ils les assomment et ensuite les donnent aux policiers qui les embarquent. Comment se passe une arrestation par les « huissiers du rectorat » ?

« Celui-là, c'est un noir ! » Dix appareilleurs musclés, en survêtement de sport, petites matraques à la main, se ruent sur le dénommé « noir » et le tabassent.

« Celui-là, aux cheveux longs ! » Même scénario.

Si quelqu'un, étudiant ou professeur, a le malheur de s'élever contre les brutalités, il est aussitôt agrippé et emmené « chez le doyen », en fait jeté à coup de matraque dans les cars des flics.

Trente camarades ont ainsi été embarqués et menés d'abord au commissariat de Puteaux, puis à la brigade territoriale de la rue de la Faisanderie (16^e). Là, ils ont subi un premier interrogatoire. La 1^{re} partie de l'interrogatoire portait sur leur identité. La 2^e partie de l'interrogatoire consistait en deux questions habilement posées, dont le texte exact sera publié plus tard et qui était à peu près ainsi formulées :

1) Vous avez été interpellé (e) au cours d'une manifestation durant laquelle des déprédations volontaires de matériel (notamment des pierres lancées sur les vitres des bâtiments administratifs) ont été effectuées.

2) Vous étiez dans un amphitheâtre dans lequel on distribuait des armes.

Les 30 camarades devaient répondre à ces questions.

A ce propos, voici quels sont les droits des personnes arrêtées :

Nul n'est tenu de répondre à aucune question, de signer quoi que ce soit. On a le droit de refuser la photo, la prise d'empreintes digitales et l'anthropométrie. Tout cela tant que l'on n'a pas vu son avocat. Donc, la seule chose à répondre à toute question est : je n'ai rien à déclarer, je parlerai en présence de mon avocat, je refuse de signer quoi que ce soit tant que je n'ai pas vu mon avocat.

De qui dépendent ces « huissiers du rectorat » ? Ils disent eux-mêmes et les policiers en civil le disent aussi, qu'ils dépendent du ministère de l'Education nationale et qu'il ne sont au commissariat que comme « témoins ». En fait, il apparaît nettement que ces « huissiers » sont payés par M. Marcellin pour calomnier et pour faire régner l'ordre (de la matraque) à l'intérieur de l'Université.

Quatorze camarades ont été libérés dans la soirée du samedi soir après une garde à vue de 24 heures. Les quinze autres ont été appelés pour signer leur prolongation de garde à vue de 24 heures, demandée par le procureur.

Puis ils ont été transférés au parquet, à la Conciergerie, où ils ont comparu devant le juge d'instruction dimanche vers 17 heures, qui a signé la mise en liberté provisoire de huit d'entre eux, accusés tout simplement de distribution d'armes ou de port d'armes. Sept cama-

tion urbaine (Halles) n'occupent pas les chantiers, etc., parce qu'ils ne savent pas s'ils pourront empêcher les flics d'étouffer leur révolte dans l'œuf.

Au quartier Latin tous les soirs beaucoup de jeunes et de moins jeunes prolétaires attendent face aux flics mais ne se battent pas et se laissent embarquer.

Pourtant l'occupation et la défense de Vincennes et la multiplication des incidents montrent que notre volonté de lutte est réelle.

Face à la répression omniprésente qu'entraîne l'intensification de la lutte de classe, il faut apprendre les moyens efficaces d'offensive contre l'appareil de répression de la bourgeoisie.

L'eau ne suffit plus contre les gaz. Alors y en a marre de ces histoires de flics et il faut penser à autre chose, par exemple à se distraire.

— On s'amuse bien à la foire parce qu'il y a des stands de tir.

— On s'amuse bien à se promener par petits groupes de trente dans la rue.

— On s'amuse bien à voir des films comme : « Django, prépare ton cercueil » ou « les hommes de Las Vegas ».

— On s'amuse bien à bouquiner les bouquins de chimie industrielle en vente dans toutes les librairies.

— On s'amuse bien dans les musées où il y a plein de jolis tableaux comme celui de Philippe de Champaigne.

— On s'amuse bien à faire du sport, dans les clubs où l'on enseigne la boxe française, la lutte bretonne, le VO vietnamien, le Karaté, le Kendo japonais. Il suffit d'imaginer : les idées ne manquent pas.

Mais en tout cas il y a quelque chose qu'on ne veut plus entendre, c'est la retourneuse : on ne peut pas le faire à cause de la répression. Cessons de parler de la répression. Agissons. Il faut se donner les moyens de sa politique. » Signé : BARBARELLA.

Comment se battent les C.A. de province

ANGERS : COMMENT UTILISER LA JUSTICE BOURGEOISE

Lorsque s'est ouvert en décembre à Paris, devant la Cour de Sûreté de l'Etat, le procès des militants de Bordeaux accusés d'attentats politiques, plusieurs avocats ont plaidé l'irresponsabilité des inculpés. Mais leur serait monté à la tête. Les avocats ont cherché une connivence avec le tribunal, ils ont appelé à l'indulgence pour des enfants égarés au lieu de marquer la rupture politique qui opposait la violence des accusés à la légalité bourgeoise. La psychologie et la timidité ne servent à rien dans les procès politiques : cinq condamnés à deux ans ferme, deux à trois ans, deux à quatre ans.

Les militants en ont tiré la leçon lors du procès d'Angers de janvier 1968.

Cinq militants anarchistes passaient en jugement devant le tribunal correctionnel d'Angers, le 22 janvier. Inculpés « d'insultes à l'armée par voie d'affiche », on leur reproche

notamment le texte d'une affiche ainsi libellé : « Quand on est con, on est con. Quand on est encore plus con, on est militaire ». Ils ont été gardés à vue 48 h, ont subi des perquisitions, des interrogations et autres brimades. L'affaire, plaidée, par M^e Jouffa et un avocat d'Angers, tourna à l'explosion comique à mi-chemin entre Corneille et Jarry, grâce à l'action conjuguée des témoins de la défense et de 250 manifestants. Après l'appel des inculpés : G. Daudet, P. Letellier, J.-P. Pautais, J.-L. Dauyer, A. Gillet, le premier témoin, G. Lapassade, fut entendu. Son intervention fut centrée sur les mouvements anti-autoritaires étudiants et la contestation du cadre institutionnel. Daniel Guérin, le second témoin, vit sa déposition interrompue par le président du tribunal qui lui interdit de « faire de l'anti-militarisme en ce lieu ». A partir de là, la procédure judiciaire d'un ennui mortel laissa la place à l'exaltation sur-

réaliste. Guérin rétorqua : « Si je fais de l'anti-militarisme, alors inculpez-moi. » Le président protesta. Le troisième témoin, Siné, confiné dans une autre pièce, bondit dans la salle du tribunal et invectiva le juge : « Si vous l'inculpez, on sera deux. » Désignant le juge il hurla : « Vous êtes un enculé ! Je vous jure sur la bible que l'armée c'est de la merde, de la merde, de la merde ! » N'ayant pas de bible sous la main il invoqua la toile d'un peintre pompier accrochée derrière le juge représentant une descente de croix et continua : « Vous êtes tous des enculés ! Inculpez-moi. Je demande des gendarmes ! » Le tête de ces messieurs de la Cour vira au noir, au vert, au jaune et puis au noir encore. Un assesseur mis son index sur sa tempe comme pour indiquer que le témoin délirait. Siné : « Je vous ai vu ! Vous m'insultez ! Je ne suis pas fou ! Secrétaire, je porte plainte contre Monsieur qui m'insulte. » Immense excitation dans l'assistance composé d'environ 250 jeunes qui se mirent à crier : « L'Armée, école du Crime ! », « A bas la justice bourgeoise ! » et à chanter l'Internationale.

Dans sa panique le Président suspend la séance et ordonne l'évacuation de la salle. Première bagarre entre les manifestants et la police. L'audience reprend à huis clos. Le quatrième témoin, J.-J. Lebel, dépose en replaçant le « délit » dans son contexte politique. « La caste militaire a été, de tout temps, la chienne de garde de la classe des propriétaires. Ne pas confondre anti-militarisme et pacifisme : nous révolutionnaires, sommes pour la lutte armée du peuple contre la classe dirigeante et contre toutes les armées impérialistes quelles qu'elles soient. Tanks russes occupent Prague, B 52 Américains commettent un génocide contre le peuple Vietnamien, chef d'Etat militaire porté au pouvoir en France par un putsch militaire... comment ne pas être anti-militariste ! » Ensuite après le réquisitoire du procureur, vinrent les plaidoiries qui furent couvertes par le bruit infernal que faisaient les militants dans le hall. Ceux-ci tentèrent de forcer la porte du tribunal contre laquelle des agents de police et des hommes en robe appuyèrent leurs épaules. Les flics traversèrent la salle d'audience interrompant le pro-

cess pour prendre les manifestants par derrière. Charge brutale des flics, plusieurs manifestants blessés, dont Siné et une jeune fille qui dut être temporairement hospitalisée. Le juge lève la séance, les inculpés, les témoins et les manifestants se regroupent devant le tribunal avec des drapeaux noirs et rouges. Ré-Internationale. Les flics chargent la foule qui commençait à s'accumuler. Apparition d'une compagnie de gardes mobiles qui prend position sur les marches du palais de justice. Bref accrochage entre la police et les manifestants qui partent défilier en ville, chantant et criant des slogans. Groupes d'explication politique dans la rue puis une heure après, dispersion.

Trois arrestations. Le soir même meeting important à la salle de la Mutualité d'Angers, pleine à craquer. Aucune organisation traditionnelle n'ayant participé à l'ex-préparation du meeting il se déroule dans une atmosphère libre et surtendue. Après quelques interventions polémiques des témoins du procès, la salle à la parole.

A Angers comme partout, la

police ne sait plus si elle doit se vouer à saint Marcellin, à saint Grimaud ou à saint Edgar. Les ordres sont confus. Les flics ignorent ce qu'ils ont le droit de faire ou de ne pas faire : cela s'appelle l'anarchie, au mauvais sens du terme. La justice est empêtrée dans les contradictions d'un vieux code civil. A travers les abus permanents, la peur, les reculades des magistrats, les militants peuvent trouver systématiquement la faille et gripper, tout au moins en partie, la machine de répression de la bourgeoisie. A défaut d'arrêter la légalité bourgeoise, il est au moins possible d'en dénoncer partout l'arbitraire et d'en dévoiler la nature de classe. Un certain de Gaulle peut écrire : « Les armes furent, de tout temps, les instruments de la barbarie. Elles ont assuré contre l'esprit le triomphe de la matière, et de la plus pesante. Constamment la raison en fut opprimée, le jugement bafoué, le talent meurtri. Point d'erreurs qu'elles n'aient défendues, point d'ignorants qui n'y recourussent, point de brutes qui ne les aient brandies. » (Le Fil de l'Epee.) Pour beaucoup moins on arrête, on juge, on condamne des militants.

LYON : UN RECTEUR EN RETENUE

Si les facultés de Lyon furent, après la Sorbonne, les premières à être occupées, l'action des militants révolutionnaires fut bloquée dès le 24 mai, à la suite de la nuit des barricades : dès ce moment, en effet, la répression devint extrêmement dure (militants arrêtés, gardés à vue, passés à tabac ; travailleurs émigrés, sans cesse inquiétés, menacés d'expulsion, provocations des flics dans l'enceinte de la faculté des lettres). Les autorités préfectorales et universitaires parvenaient à faire céder les militants les plus déterminés. Mais, ce ne sont là que les causes immédiates de la crise lyonnaise ; il faut rappeler les racines de la situation particulière dans notre région. Les étudiants lyonnais sont gauchistes depuis de longues années. Dès lors, dans un département où la fédération du parti empêchait tout travail politique, l'éclatement et les divisions groupusculaires virent la fin de tout travail militant, chacun cherchant sa base, tandis que les dirigeants P.S.U. de l'A.G.E.L. disparaissaient dans leurs bureaux. Dès le 24 mai, l'unité d'action ne fut plus qu'un vœu pieux, qui gardant soigneusement ses prolétaires, qui réclamant une manifestation unitaire de la jeunesse, qui s'armant pour le grand soir, qui rentrant se coucher.

Dans ce contexte, l'action menée depuis cette semaine à Lyon signifie que quelque chose a changé, et ceci malgré les manœuvres des profs. En lettres, en effet, la rentrée a été préparée de telle façon que toute action étudiante soit à peu près impossible : dans un premier temps, on fait rentrer les étudiants de 1^{re} année avant les autres, au campus de La Doua, afin de

les isoler des militants ; on les sépare en petits groupes de 40, et ils n'ont ainsi aucun contact ensemble ; on leur refuse des locaux où ils puissent se réunir ; en dernier lieu, pour couronner cette opération bien montée, de jeunes assistants dynamiques et souriants viennent leur expliquer tous les bienfaits qu'ils peuvent attendre de la réforme Faure-Marcellin à condition, bien sûr, de voter aux élections. Dès le 15 décembre, on peut déjà voir que ça ne marche pas et que les étudiants, issus ou non des C.A.L., ne s'en laissent pas conter. Par exemple, en psychologie, où la tentative de récupération a été l'une des mieux préparées, par les profs et de nombreux étudiants réformistes, les étudiants de première année réunis en Assemblée générale convoquée par les profs, refusent de subir les cours magistraux qu'on veut leur imposer et expulsent les profs de l'amphi. Depuis la rentrée le malaise s'est aggravé. Un Comité d'Action est en voie de constitution. En philo, où les profs sont réactionnaires, le C.A. fait un gros travail et la section fonctionne très mal ; en Socio, où la rentrée vient d'avoir lieu, les profs ne peuvent plus faire fonctionner la section comme ils l'entendent ; en italien, où Goudé, le Deloffre local, organise une milice composée des fascistes pêchés un peu partout, les cours ne pourront bientôt plus avoir lieu. En histoire-géo, rien ne va plus.

Le jeudi 16, une délégation composée de profs et d'étudiants réformistes d'histoire-géo est reçue par le recteur, appuyée par une manifestation de plusieurs centaines d'étudiants. Les flics chargent immédiatement et arrêtent une quinzaine de militants ; les mani-

festants regroupés sont à nouveau dispersés violemment et contraints à se réfugier à l'intérieur de la faculté des Lettres où les courageux militants de l'A.J.S. les attendaient, ne s'étant résolus à accompagner la manif au rectorat éloigné de quelques centaines de mètres de la faculté. Un meeting d'explication a immédiatement lieu et les militants vont dans tous les amphes expliquer à leurs camarades pourquoi le Pouvoir ne peut plus tolérer de manifestations, même sur des mots d'ordre qui ne sont pas révolutionnaires.

A 18 heures l'occupation est décidée et le drapeau rouge flotte à nouveau sur la fac. Pendant ce temps, le fasciste Goudé téléphone au recteur que sa femme est « sequestrée » par les révolutionnaires qui veulent introduire le marxisme à l'université. (...) Le recteur, accompagné du doyen et d'un de ses assesseurs vient sauver Madame. Madame ignorait tout, et des coups de téléphone de son mari et l'occupation de la fac, elle travaillait calmement.

Tout cela relève de la provocation. Les étudiants invitent le Recteur à venir s'expliquer sur la répression et lui demandent d'intervenir afin que nos camarades soient libérés ; il refuse, menace d'user de ses pouvoirs discrétionnaires, mais ses tentatives de chantage sont inopérantes : les étudiants refusent de le libérer. Les C.R.S. cernent la faculté, tandis que le fasciste Goudé à toute liberté d'escalader les grilles, de casser les carreaux, de vider les extincteurs du club des étudiants afin de faire croire à un incendie. Les étudiants qui tentent d'entrer ou de sortir de la faculté sont systématiquement matraqués, leurs papiers d'identité sont confisqués par les flics en civil. A 20 h 30, après qu'Edgar Faure en ait donné l'ordre, les C.R.S. investissent la faculté. Les étudiants se sont tous regroupés en ordre dans un des amphes et se sont assis en silence, lorsque les flics sont arrivés.

Ceux-ci expérimentent de nouvelles manœuvres d'intimidation en panoramique : ils éteignent toutes les lumières puis aveuglent les étudiants avec d'énormes projecteurs ; ils espèrent ainsi créer un début de panique pour se livrer à leur jeu favori : le matraquage. Les étudiants conservent leur sang-froid et commentent, amusés, le spectacle.

Enfin, 180 étudiants environ sont embarqués dans des cars de police et répartis dans les commissariats Vauvan et Molière ; deux profs restés dans l'amphi sont également interpellés. Toutes les identités sont relevées ainsi que les numéros des cartes d'étudiants. La majorité des militants est relâchée vers une heure du matin. Le lendemain, une Assemblée générale décide des modes d'action à avoir ; les C.A. se réorganisent ; il n'est maintenant plus question de laisser les profs et assistants fascistes de la section d'italien imposer leurs lois à la fac. Le Comité d'Action d'italien, soutenu par l'ensemble des C.A., commence dès aujourd'hui une action sur ce thème. Tous les C.A. décident d'axer leur travail contre la participation-bidon d'Edgar Faure et de mener une campagne d'information et d'action contre les élections. Pour ce faire, plusieurs A.G. sont prévues, mais le problème à résoudre d'urgence est celui de la liaison avec les luttes qui se déroulent sur d'autres fronts.

La répression s'abat sur les militants ouvriers des usines de la région. Malgré cela des C.A. s'organisent et mènent les luttes à Berliet, à Paris-Rhône. Dans les quartiers les C.A. commencent un travail politique important, mettent sur pied leur propre presse qui répond aux mensonges des journaux locaux et nationaux vendus à la bourgeoisie. Le 17 janvier, des militants de chez Berliet sont convoqués à la P.J. Il leur est reproché d'avoir vidé le patron de l'usine pendant les luttes de mai ; une plainte a

été déposée contre eux le lendemain de l'accord syndical d'entreprise, après que le patron ait promis qu'il n'y aurait pas de sanctions pour faits advenus pendant la grève... La tension est actuellement très vive à Lyon et les militants sont prêts à répondre coup pour coup aux patrons et à tous ceux qui les exploitent ; ainsi, le 20, la plainte est retirée.

Comme on le voit donc, à Lyon aussi, la bourgeoisie a peur. Elle voudrait faire croire, en se montrant arrogante et méprisante envers les couches progressistes de la population, que Mai est bien terminé et la révolution définitivement morte. Les militants, à Lyon comme ailleurs, démasquent l'énorme bluff de l'ordre régnant, montrent, par des actions exemplaires, qu'il n'y a partout que désordre bourgeois et répondent à la violence bourgeoise par la violence révolutionnaire.

Derniers détails : tandis que la presse bourgeoise locale mentionnait, le lendemain, que le Recteur Louis avait été alerté par « un coup de téléphone lui signalant que le pavillon Charles-Dugas était occupé par des manifestants et que des femmes auraient été séquestrées à l'intérieur des bureaux » (Le Progrès, 17 janvier), notre chevaleresque recteur déclarait quelques heures plus tard : « J'ai résolu d'aller sur place pour tenter de faire comprendre aux intéressés que c'était une folie de persévérer dans cette intention d'occuper la fac » (Le Progrès, 18 janvier). Gorges chaudes à Lyon : un recteur faurien tombe dans une provocation fasciste et plutôt que de passer pour un imbécile préfère couvrir le Deloffre local, sans d'ailleurs tromper qui que ce soit : le professeur imaginaire sera blâmé par le conseil exécutif de la faculté (il est, comme son homologue parisien, membre d'une fumeuse internationale universitaire anti-marxiste). Le Monde, qui s'est bien gardé d'éclairer toute l'affaire, continuera à parler de l'infantilisme... des étudiants.

Vive la lutte des petites classes !

Je trouve inadmissible que, durant le mouvement révolutionnaire de Mai, les C.A.L. aient refusé la « participation » à leur action aux élèves du premier cycle. On pourrait croire que pour les personnes faisant partie des C.A.L., on ne pouvait être un militant révolutionnaire que si l'on avait atteint les classes du second cycle.

Dans ma classe, cette année, en 4^e, sans avoir été jusqu'au « séchage » des élections, nous avons préféré élire un chef de classe contestataire. Etant donné que celui-ci imposait le dialogue aux professeurs réactionnaires et les contestait, il a vite eu un rapport du professeur d'histoire et géographie. Outre par l'injustice de ce rapport et par le prétexte faux et exagéré du professeur (« tient tête à un professeur sous prétexte qu'il est chef de classe »), nous avons écrit au proviseur une lettre signée par tous les élèves (sauf l'élève intéressé) dans laquelle nous contestons la destitution de notre chef de classe. Le proviseur est venu à un cours de géographie et nous a longuement réprimandés, essayant vainement de faire dénoncer l'auteur de la pétition. Après beaucoup de discussions où nous avons dit que le dialogue c'était bien joli, mais que si les professeurs le refusaient... Nous avons réussi à arracher la décision que nous pourrions réélire le même chef de classe. Mais actuellement, nous envisageons, à cause d'un bruit qui court disant que le censeur aurait décidé de choisir lui-même ses chefs de classe parmi les « jaunes », d'assister en masse au conseil de classe et d'y semer le désordre.

Elève de 4^e à Lyon.

NANCY : LE VENT D'EST DANS LES LYCÉES

Rien ne devait troubler l'ordre à Nancy. En mai, le mouvement étudiant avait démarré lentement, circonscrit à quelques facultés. Une seule, celle des lettres, avait pu servir de base d'agitation. Le recteur pouvait être content, son poste de flic en chef de l'Université ne lui serait pas ôté. Ingrat, il n'a pas remercié l'U.E.C. qui, à la tête d'une Association d'étudiants moribonde, s'est employée à étouffer toute velléité de révolte. Les travailleurs, durement échaudés par les luttes de 63 et de 67 et la trahison de leurs directions ont participé aux luttes de mai avec une certaine réserve.

A la rentrée, les étudiants révolutionnaires se sont organisés. Des contacts avec les entreprises, nous en mai, se sont renforcés. Un long travail d'explication a commencé, mais qui ne s'est pas encore traduit par des actions de masse.

Dans ce cadre, la lutte des lycéens qui vient de se développer et dont les lycées techniques ont été le fer de lance, prend toute son importance. Elle est d'autant plus décisive que l'organisation des lycées date de la rentrée et qu'il ne s'y était quasiment rien passé en mai. Les idées révolutionnaires ont fait leur chemin à Nancy, la lutte commence maintenant avec éclat. La bourgeoisie lyonnaise va connaître un réveil difficile.

Après les brutalités policières au lycée des Jardiniers, le mouvement de révolte a gagné tous les lycées et C.E.T. de Nancy.

Vendredi 17, les lycéens des Jardiniers déclenchent une grève. Ils revendiquent :

— La réintégration du délégué expulsé de l'internat pour avoir voulu défendre ses camarades.

— La liberté d'expression politique, seul moyen d'en finir avec les lycées casernes.

Depuis septembre, le C.A.L. dénonçait par affiche la répression administrative et la participation bidon. Avec l'escalade dans la répression (délégué expulsé à la veille de Noël ; fouille systématique des armoires ; pillage des provisions et des cigarettes par les pions agréés par l'administration). Le C.A.L. amplifie son action ; il prévient le directeur par une lettre ouverte qu'en cas de non-réintégration et de nouvelles brimades les lycéens sauront faire front. Le directeur se dresse sur ses ergots et menace. Le C.A.L. riposte du tac au tac et suite à un tract d'explication, il appelle le lendemain matin à la grève. Prévoyant des pressions de la part de l'administration sur les éléments actifs, il fait appel au C.A. étudiants. Dès le matin, la grève est très largement suivie. Les lycéens et les étudiants occupent le réfectoire et y tiennent un meeting.

Alerté, l'inspecteur d'académie arrive au lycée flanqué d'une cohorte de flics et propose un dialogue ! Deux minutes plus tard, il ressort du réfectoire. FIN DU DIALOGUE !

Les lycéens ont su déjouer les manœuvres de l'administration en refusant d'enfermer le mouvement entre les quatre murs d'un bureau directorial.

Les flics cernent le lycée. A l'intérieur, le ton monte chez les lycéens. L'administration prend conseil... auprès du ministère de l'Intérieur.

Aussitôt irruption des sbires de Marcellin dans le réfectoire. But : arrêter les « meneurs ». La colère des lycéens explose. Les flics doivent ressortir précipitamment sous une tornade de verres, bouteilles, assiettes, oranges, etc.

Deux maléfaisants blessés ! Les cognes de ville entrent à leur tour en action : quatorze arrestations. MAIS LA REPRESSION NE PAIE PAS !

Le feu est mis aux poudres : le lundi, les lycées de Bon Secours, Cyfflé sont en grève, remous aux lycées de Vandœuvre, Poincaré, au lycée de Toul. Le mardi, le mouvement s'étend à l'école normale de garçons, le mercredi, au C.E.S. de Guynemer et au C.E.T. de Laxou. Devant le mouvement qui monte, la panique s'empare des administrations qui se mettent l'esprit à la torture pour briser la vague. Au lycée mixte de Toul, l'administration se livre à la répression la plus féroce et la plus honteuse. M. Aulotte, prof à la fac de Lettres de Nancy dont la femme est directrice du lycée mixte de Toul a pris en main lui-même cette répression. Encadré de policiers en civil et autres C.D.R., il a supervisé le parage des lycéens dans la

cour comme des prisonniers dans un camp de concentration. Ensuite, l'administration du lycée a fait avertir nombre de parents d'élèves pour qu'ils viennent assurer eux-mêmes la répression à l'intérieur du lycée. Brimades physiques, coups, insultes, menaces, etc., sous le regard ravi de ces messieurs et dames de l'administration. Ainsi s'est révélé le vrai visage de la « participation », participation des parents eux-mêmes à la répression.

Mais la leçon aura été tirée à temps pour le C.E.S. de Guynemer où l'administration tente un manœuvre similaire : elle envoie une lettre aux parents des élèves grévistes, les enjoignant à venir réinscrire leurs enfants. Mais la veille déjà un tract dénonçant la situation scandaleuse dans les C.E.T. et les classes « pratiques » des C.E.S., avait été distribué massivement par les C.A. à la porte des usines. L'administration oubliait la lutte de classe. A son grand étonnement, une partie des parents avertie par les tracts se dressa contre elle. C'en était fait de la manœuvre.

Ailleurs, l'administration peut compter sur ses alliés dans la place. Au lycée Cyfflé, l'U.N.C.A.L., appendice lycéen du P.C.F. entre en scène et propose la fin de la grève moyennant une pétition et un communiqué à la presse. C'était se foutre du monde. Chacun sait que la pétition finira dans le fond d'une corbeille à papier et que le communiqué sera lu... par les bourgeois de Nancy, le lendemain matin dans « L'Est républicain » (1).

L'U.N.C.A.L. ne regroupe en fait sur Nancy qu'une dizaine de réformistes invétérés qui croient encore à la « par-

ticipation » et dont la courte vue n'a pas voulu discerner le matraque qui se cache derrière ce terme. L'U.N.C.A.L. est soutenu par les profs et les parents d'élèves toujours imperméables à la compréhension des luttes de mai. Enfin et surtout on y trouve des révisionnistes qui ont pour spécialité de faire accoucher la montagne d'une souris.

L'U.N.C.A.L. es: une grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf : à Toul, le P.C.F. provoque une réunion publique pour décréter la création d'un U.N.C.A.L., mais n'ayant pas trouvé sur place un seul lycéen volontaire, il doit en importer un du lycée Cyfflé de Nancy.

Tandis que le P.C.F. magouillait, les C.A. étudiants ont été mobilisés en permanence ; ils ont apporté leur expérience et leur soutien matériel à la lutte des lycéens. Par ailleurs, les C.A. récupéraient immédiatement toutes les informations dans les fics par voie d'affiches. Pour la première fois, les C.A. se tournèrent résolument vers l'extérieur de la fac, ce qui leur permit d'approfondir la compréhension de la lutte qu'ils menaient à l'intérieur.

Dans le même temps, la coalition catho-révisiviste de l'A.G.E.N. (association générale des étudiants de Nancy) fidèle à sa ligne capitalarde que mai n'avait pu ébranler, s'obstinait, sous couvert de dénoncer la répression policière, à répéter que les étudiants n'ont pas à « intervenir directement » dans un lycée. C'est la rengaine bien connue contre les « agitateurs professionnels » et les « éléments étrangers incontrôlés ». Rompant avec sa routine des communiqués à la presse et ses déclarations

moralisantes ronéotées, l'A.G.E.N. apporte son soutien POLITIQUE et matériel aux U.N.C.A.L. C'est la nuit de noces des bureaucraties. Mais rien n'arrêtera le mouvement ! L'importance du foyer révolutionnaire que constituent les lycées techniques et plus encore les C.E.T. et les classes pratiques des C.E.S. est clairement apparue ! C'est là qu'on administre la ration journalière de blé-dé-ideologie de la bourgeoisie. Mais entre le knout et la course au parchemin, entre la « colle » et « l'exam » la révolte fraye son chemin.

Dans les C.E.T., le travail pratique est beaucoup plus source de profit que formation professionnelle : au C.E.S. Guynemer, on fabrique des boîtes en carton. Les élèves apportent eux-mêmes du carton ! Où vont les boîtes ? Comme leurs pères, le plus souvent ouvriers, ils ne récoltent déjà que les miettes du produit de leur travail.

Devant le scandale de l'enseignement technique, il est nécessaire d'organiser une contre-information dans les quartiers et les usines. Les C.A.L. sortent renforcés de leur lutte. Une nouvelle amitié révolutionnaire entre lycéens, collégiens, travailleurs et étudiants est née à Nancy.

(1) « Est Républicain », journal réactionnaire local.

Grandes Imprimeries • Paris Centre •
142, rue Montmartre
Paris (2^e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le directeur de la publication
Jean-Pierre VIGIER

Un programme de franquisme avancé

Le gouvernement espagnol a décrété l'état d'exception pendant trois mois le 24 janvier pour la première fois depuis la fin de la guerre civile. Les quelques rares garanties individuelles sont suspendues. La censure est totale. Iribarne, ministre de l'Information, a expliqué qu'on avait découvert « un complot pour faire entrer le pays dans un processus de subversion mondiale » et « embarquer la jeunesse dans une orgie de nihilisme et d'anarchie. (...) Nous n'allons pas attendre qu'arrivent des journées de mai. » La police a arrêté plus d'un millier de personnes, des gauchistes aux libéraux, des révisionnistes aux franquistes modérés. Toutes les manifestations ont été sauvagement réprimées.

Depuis quatre ou cinq ans, la répression était moins brutale, certaines grèves avaient été tolérées. Ce mouvement de « libéralisation » du franquisme visait pour une bonne part à donner un meilleur visage au fascisme et à lui permettre d'entrer progressivement dans les organisations et les débats des régimes capitalistes européens, en particulier ceux du Marché commun.

L'expansion économique d'un capitalisme espagnol plus moderne, attiré par le Marché commun, nécessitait le renouvellement des dirigeants les plus féodaux et l'allègement de la tutelle de la pha-

Les Commissions ouvrières ont connu un grand essor. Beaucoup restaient sous l'emprise du P. C., ou sous le contrôle de chrétiens de gauche et de quelques curés. Les catholiques « progressistes » veillaient à l'encadrement, préparant une vaste entreprise de récupération dans le meilleur style néo-capitaliste et réformiste — jouant à la fois sur les Commissions ouvrières et les nationalismes basque et catalan. Mais à la base, des éléments de plus en plus nombreux se libéraient de l'empire de l'Eglise — phénomène somme toute assez semblable à celui de l'Amérique Latine. On assistait, au-delà de l'encadrement et des revendications corporatistes, à un réel mouvement de masse dans les entreprises.

Parallèlement, la lutte étudiante prenait une importance croissante. Les étudiants avaient obtenu en quelques années le maximum de ce que le système pouvait leur donner : disparition de l'ancien Syndicat Etudiant Universitaire, fasciste et obligatoire, création d'associations universitaires « libres », mais sans grand pouvoir. La lutte a été marquée par de nombreux emprisonnements, par des expulsions de l'Université et de très fortes amendes (jusqu'à l'équivalent de 6 000 ou 7 000 francs). Il était évident que, sous peine de s'enliser, le mouvement étudiant allait passer à un stade

tes, trotskystes — qui poursuivent ce type d'action. Leur influence s'est accrue dans l'Université. Ils ont trouvé — dans des actions violentes — la jonction avec la jeunesse ouvrière. Les Commissions ouvrières, qui avaient créé à Madrid des « Commissions ouvrières juvéniles », ont perdu leur contrôle sur la jeunesse. Les Commissions ouvrières juvéniles ressemblent beaucoup plus aujourd'hui aux C. A. de quartier français.

Le 1^{er} mai 1968, malgré le désaveu du P. C., de grandes manifestations ont eu lieu à Madrid, la bataille a été générale dans plusieurs quartiers (Ventas, Cuatro Caminos, etc.). Ces dernières semaines, les « commandos urbains » étudiants-ouvriers ont relancé l'agitation avec l'appui des détenus politiques et des associations qui les soutiennent : bagarres avec la police, meetings-éclair dans les quartiers, occupations de facultés.

Vient l'état d'exception, imposé par la fraction la plus dure de la Phalange, qui représente encore une force organisée considérable. Au premier chef, il s'agit de mater l'opposition révolutionnaire, par crainte que ce mouvement ne gagne à la base dans les Commissions ouvrières un nombre croissant d'ouvriers ralliés à une politique radicale par l'efficacité des actions et le jeu des

Les bretons n'ont pas de patrie

France-Soir, début janvier, décrivait en long et en large la situation économique de la Bretagne et tout ce déploiement d'articles concluait que rien ne s'y passe qui puisse justifier l'attitude des quelques excités du F.L.B. « Contester » violemment est à la mode ces temps-ci et s'il existe un « malaise » paysan, il n'est pas propre à cette région, c'est un problème européen : « il y a trop de paysans » ; et si la Bretagne végète économiquement, si elle manque d'emplois et d'industries, sa position géographique excentrique par rapport aux autres régions de France mieux reliées aux courants économiques d'échanges du Marché commun en serait la cause.

En un mot, ces fadaïses qui remplissent les journaux ont un rôle bien précis : dissimuler tant bien que mal une situation objective particulièrement explosive. Car à qui veut on faire croire que la Bretagne, subissant une répression de type colonial depuis quelque 400 ans, ne se révolterait pas les armes à la main contre le capitalisme français ?

La Bretagne, en fait, c'est ça ! C'est Citroën à Rennes, une répression violente, une usine-pirata à objectif électoral. C'est Pleumeur-Bodou, le radôme, la mondovision, une façon commode de se débarrasser de la Bretagne en la mettant sur orbite. C'est l'usine marémotrice, le barrage sur la Rance, il y a des pépins ou plutôt des grains de sable, ça s'envase. La C.S.F. à Brest, mauvaise réputation. Les ouvriers ont menacé en mai d'autogérer leur taule. Les fameuses forges d'Hennebont, il n'y en a plus, elles sont fermées. La pile atomique de Brennelis est en panne depuis août dernier, et les chantiers navals de Saint-Nazaire sont entourés de casernes de C.R.S. Quant à Nantes, les ouvriers séquestrent leur patron. Sur toute la côte, les marins gueulent, rarement à terre, faisant un travail pénible et mal payé, les amateurs sont des salopes. C'est Redon et les manifs sauvages. Fougères, la ville des chaussures et des vanu-pieds : le chômage. Et partout les paysans, petits propriétaires exploités jusqu'à la moelle des os, leurs prix à la production baissent d'année en année, tandis que dans les grandes villes les mêmes produits, mais à la consommation, augmentent ; les responsables de leur longue agonie les « intermédiaires », disent-ils et à travers eux, confusément, tout le système capitaliste : alors ce sont les artichauts qui poussent sur le macadam des routes du Léon et la préfecture de Quimper prise d'assaut par les paysans chargeant les C.R.S. à la fourche.

Non, l'ordre et la loi ne règnent vraiment pas en Bretagne. Combien a-t-il fallu de flics à de Gaulle pour lui permettre, pendant son voyage, de lancer impunément de belles promesses endormant les bons Français que doivent être les Bretons ? La Bretagne est une colonie à l'intérieur même de l'hexagone ; tous les critères dénonçant la colonisation y sont réunis : une économie qui ne vit qu'en fonction des intérêts de l'Est et du Nord de la France, un vieillissement de la population correspondant à un dépeuplement permanent, des exportations de produits non travaillés et des importations de produits finis, une industrialisation parachutée d'un haut niveau technique, une bourgeoisie attachée à sa position traditionnelle, incapable de se renouveler et vivant au crochet

de l'Etat capitaliste, une paupérisation agricole, une véritable occupation policière et militaire, etc. Mais surtout une langue et une culture populaire systématiquement réprimées et une impossibilité politique pour le Breton de déterminer ses options personnelles et collectives. Le prolétaire breton subit une double aliénation indissolublement liée : l'aliénation due à l'exploitation capitaliste (division du travail, etc.) et celle provenant de l'incapacité et parfois de l'ignorance (dans lesquelles la bourgeoisie le maintient) de se déterminer soi-même en tant que breton. Cette dernière forme d'oppression est la plus vivement ressentie par tout le peuple breton.

Comme dans tout processus de lutte de libération d'une minorité nationale (cf. Pays basque), deux conceptions s'opposent : l'une nationaliste, l'autre socialiste (libertaire ou marxiste ou les deux à la fois).

Le nationalisme plus démagogique et plus simpliste, propre aux milieux ruraux et aux intellectuels petit-bourgeois, s'est concrétisé en Bretagne en 1932 déjà par des attentats symboliques. Réclamant l'indépendance, solution magique à tous les problèmes, ce nationalisme était en fait une réaction de la bourgeoisie bretonne contre la spoliation économique dont elle commençait à être la victime. Le rétablissement d'un capitalisme vacillant entre les deux guerres exigeait une centralisation économique rigoureuse. Cette propagande fit naître un mouvement de sympathie parmi les couches populaires pour une cause bretonne encore mal définie ; c'est alors que, par opportunisme ou par inclination, ces nationalistes se fourvoyèrent aux côtés des nazis ce qui rendit encore plus tabou la question nationale en Bretagne.

Une dizaine d'années après la guerre, des Bretons de toutes tendances et de tous milieux se regroupèrent au sein du M.O.B. (Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne) qui politiquement proposait des solutions centristes et libérales. A l'actif du M.O.B. : avoir remis en selle le problème national, mais quelques années après sa fondation, nationalistes et socialistes décident de se séparer. Depuis le M.O.B. n'est plus que le lieu de réunion de quelques bureaucrates nostalgiques.

Aujourd'hui, la situation en Bretagne se dégrade. Malgré les beaux sourires réconfortants du pouvoir central, les paysans en ont marre, les ouvriers et les marins sont acculés au chômage. La colère trop longtemps retenue éclate en jacqueries, en gestes spectaculaires : le Breton apprend à lutter à visage découvert.

Les attentats du F.L.B. font apparaître au grand jour le manque de prise politique du nationalisme sur le peuple breton. Après la trahison de la bourgeoisie bretonne qui s'est vendue au pouvoir central, le nationalisme petit-bourgeois du F.L.B. et du mouvement « Sav Breiz » (Debout Bretagne) s'est trouvé coupé de son soutien naturel et dans l'obligation de se vêtir, par opportunisme, d'une phraséologie pseudo-socialiste. Faisant appel au peuple « prolétaire » breton mais n'admettant pas la lutte de classes (ou la jugeant dépassée), le F.L.B. a été frappé d'infirmité et d'incapacité politique. Cependant les arrestations ont montré que les membres du F.L.B. étaient des gens du peuple qui pensaient être protégés

par la population puisqu'ils ne se cachaient pas. Au-delà du F.L.B. il y a le mouvement de masse. Car, aujourd'hui, une véritable lutte révolutionnaire a commencé à Morlaix, à Quimper, à Redon à Nantes et à Saint-Nazaire.

A l'échec du nationalisme correspond un accroissement de l'influence des thèses défendues par les socialistes bretons, issus du M.O.B. et qui ont formé leur propre parti : l'Union Démocratique Bretonne (dont le journal est « Le Peuple Breton ») qui par ses positions encore mal définies regroupent les « forces de gauche », de la social-démocratie bien pensante jusqu'à l'extrême gauche.

Pour les socialistes révolutionnaires bretons, une problématique, difficilement cernable à première vue, est à la base de leur engagement : créer un lien dialectique entre une question nationale (autodétermination culturelle et politique d'une minorité ethnique) et une lutte de classes. Le problème breton ainsi posé possède en lui-même et immédiatement un refus radical de toute demi-mesure et de tout schéma centralisateur sous peine d'une nouvelle forme d'oppression bureaucratique (la confusion merdoyante dans laquelle est plongée la gauche traditionnelle en est une preuve). La solution passe donc par une révolution fédéraliste d'un type tout à fait nouveau permettant à chacun de se déterminer soi-même (en tant que Breton, Basque Occitan, etc.) car il n'y aura pas de libération des travailleurs bretons sans libération des travailleurs en France ; d'où la nécessité d'une lutte commune mais diversifiée de tous les prolétaires français.

Face au danger que représente ce problème des minorités ethniques, le P.C.F. condamne sans comprendre et la bourgeoisie dans l'impossibilité de continuer à gouverner par la centralisation absolue, tente de rajeunir sa vieille formule de participation et de régionalisation-bidon. Il est trop tard, comme le dit Lénine : « Pour que la révolution ait lieu il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. Cette vérité s'exprime autrement en ces termes : La révolution est impossible sans une crise nationale » (dans la maladie infantile du communisme).

A travers la crise des structures centralisées de l'Université et du contenu de celle-ci comme à travers la crise de la centralisation administrative, économique et politique de la France, tout indique que c'est le début de cette crise nationale que nous sommes en train de vivre. Une crise nationale qui n'est d'ailleurs rien moins qu'une crise de la nation elle-même.

P.S. — Le mouvement de masse s'est révélé en Bretagne à l'occasion de la tournée du général. Cette lutte a une portée générale. Les ouvriers et étudiants bretons ont attaqué l'O.R.T.F. et n'ont pas hésité à expédier des fusées de signalisation en direction de l'hélicoptère de De Gaulle. En revendiquant l'autonomie, les Bretons veulent rendre un visage à leur peuple et, par là peut-être, la parole à tous les peuples de France. L'Etat français capitaliste est une saloperie qui commence à crever.



Je peux vous le dire : vous, les étudiants, avec toutes vos puérilités, vous allez nous amener le fascisme, mon bon monsieur, le fascisme !

lange, le parti fasciste au pouvoir depuis la fin de la guerre civile. Il s'agissait de faciliter aussi la pénétration du capital étranger — américain et européen — en lui donnant quelques garanties. Enfin, cette libéralisation répondait aux besoins d'une fraction de la presse bourgeoise et de deux clans qui préparaient une succession sans douleur au règne du Caudillo : le catholicisme moderniste influencé par le Concile et les exemples des démocraties chrétiennes occidentales et les courants monarchistes.

Portée par le développement de la lutte des classes et des grandes grèves qui n'ont jamais cessé de se produire depuis des années — notamment dans les Asturies — l'organisation de la classe ouvrière s'est renforcée. Un peu partout se sont formées des Commissions ouvrières semi-clandestines, sections d'entreprises coordonnées, mais peu structurées, tolérées par le gouvernement. A l'origine, ces Commissions étaient tenues par des catholiques de gauche, des communistes ou des socialistes qui jouaient pour la plupart la libéralisation, cherchant une liberté syndicale en dehors du syndicat vertical officiel, espérant pouvoir obtenir un jour des élections libres.

supérieur de contestation du système tout entier. Déjà de jeunes anarchistes et des nationalistes basques de gauche avaient ouvert la voie en enlevant à Rome Monseigneur Ussia, délégué espagnol auprès du Vatican et en exécutant Manzano, le chef de la police secrète de Saint-Sébastien.

Depuis un mois, des actions radicales avaient débouché dans plusieurs villes — notamment à Madrid et à Barcelone — sur des affrontements violents avec la police. Une agitation, semblable à celle de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie, tendait à se généraliser. C'était en partie la conséquence des luttes menées depuis un an et demi par un groupe d'étudiants de Madrid nommé « acratas » (ancien mot pour désigner les anarchistes espagnols). Ce groupe s'était signalé à la fin de 1967 en chahutant Jean-Jacques Servan-Schreiber venu porter la bonne parole démocratique et pro-américaine à Madrid. Il avait lancé le slogan « ni Franco, ni Carrillos » (P.D.G. du P.C. espagnol) et déployé des actions de commandos particulièrement efficaces aussi bien dans la rue qu'à l'Université. Les membres de ce groupe sont à l'heure actuelle presque tous arrêtés. D'autres groupes sont nés — guevaristes, maoi-

solidarités. L'opération va plus loin : il était possible de matraquer le mouvement avec l'accord tacite des libéraux, des démocrates chrétiens et des révisionnistes. En emprisonnant à la fois révolutionnaires et modérés (les révolutionnaires risquent trente ans de prison ou la mort, les modérés un an ou six mois de détention quand ce n'est une simple assignation à résidence), la Phalange voulait également régler ses comptes avec d'autres fractions de la bourgeoisie. Les démocrates chrétiens et les révisionnistes, qui guettaient la succession et paraient sur la libéralisation, sont bien déçus. La Phalange a pris une option décisive sur l'avenir. Il n'y a pas d'exemple historique d'un régime fasciste se « démocratisant » ou s'effaçant de lui-même. Le fascisme meurt de mort violente ou se maintient par la terreur : libéraux et réformistes ont voulu oublier cette vérité ; les révolutionnaires ont posé les seuls jalons valables d'un renversement possible du franquisme. Quant à Franco, s'il a dû abandonner l'avantage que lui donnait la libéralisation face à l'Europe capitaliste, il n'a pas tout perdu : le général de Gaulle n'est pas dégoûté et Michel Debré prépare un voyage au-delà des Pyrénées.

Présentation de la pièce interdite d'Armand Gatti, aux Beaux-Arts

14, rue Bonaparte
(suivie d'un débat)

Mardi 14 février à 18 heures

LA BATAILLE DE LONDRES

Construction de grilles et de barrières de fer à l'intérieur de la faculté — pour « maintenir l'ordre ». Résultat : les étudiants protestent, les autorités se retranchent derrière les nouvelles grilles et maintiennent un mur de silence. Les étudiants décident, en assemblée, de supprimer les grilles, ils les brisent à coups de hache. Le recteur fait appel à la police qui envahit les locaux universitaires et arrête une trentaine d'étudiants. Les militants passeront en jugement, ils auront à répondre d'une « conspiration ». Trois enseignants « gauchistes » sont renvoyés, le premier semble avoir applaudi les étudiants qui demandaient la destruction des grilles, le second a présidé une A.G., le troisième a utilisé en public le mot « révolution ». La faculté demeure fermée.

Cela se passe la semaine dernière, non pas en Espagne ou en Amérique du Sud, mais dans la très « socialiste » Angleterre, dans la démocratie avancée de M. Wilson. Il s'agit de la « London School of Economics » (L.S.E.) — droit, économie politique — dont le recteur est un certain Adams (jadis recteur de l'Université de Rhodésie, il eut la responsabilité de la persécution des noirs à l'université sous le régime raciste de Smith), dont les véritables gérants sont les banquiers de la City. Les étudiants avaient posé quelques questions gênantes au sujet des activités et des investissements effectués en Rhodésie par les responsables de leur « éducation ». On leur répond : grilles, police, procès. Ils seront poursuivis pour conspiration en fonction d'une loi spécialement conçue contre les activités « révolutionnaires » ; elle n'avait pas servi depuis un siècle et demi, elle visait les activités des partisans anglais de la révolution française (la première, celle de 1789 !). Le combat continue.

L'Angleterre se réveille : en juin 1968, tous les recteurs des universités anglaises se réunissent à Oxford, en compagnie du rédacteur du « Times » et de quelques députés travaillistes et conservateurs. Sur ordre du gouvernement ils ont préparé un « plan » afin d'éviter un « mai » anglais. Deux « foyers d'agitation » furent particulièrement visés : la London School of Economics et l'Université d'Essex — cette dernière souvent désignée comme le Nanterre anglais depuis que son recteur fut obligé de céder : il prétendait exclure quelques étudiants qualifiés de « meneurs », la grève de l'ensemble des étudiants l'en empêcha. Essex reste rouge et organise les 10, 11, 12 février un « festival de la révolution » avec film et discussion rassemblant les étudiants révolutionnaires anglais.

Le démarrage du mouvement révolutionnaire se fait — mais lentement, étant donné la situation particulière de la Grande-Bretagne :

— l'hégémonie bourgeoise : depuis le XIX^e siècle, la bourgeoisie exerce un pouvoir économique et social incontesté. Elle n'a pas seulement réglé la vie politique et économique du pays, elle a aussi réussi à faire accepter son hégémonie par la classe ouvrière.

— la gauche malade chroniquement : traumatisée par la tyrannie de la connaissance exercée par la bourgeoisie, la gauche universitaire est restée universitaire et, à l'université, purement intellectuelle et théorique. Elle n'a pu opérer sa jonction avec les forces combattives qui éclatent dans la classe ouvrière lors des grèves sauvages ou des révoltes de jeunes.

— la récupération : utilisant les miettes de l'exploitation coloniale, la bourgeoisie anglaise achète traditionnellement une frange de la classe ouvrière (l'aristocratie ouvrière), récupère des intellectuels potentiellement contestataires.

D'où la tactique du gouvernement socialiste ces dernières semaines : répression préventive du mouvement étudiant en vue de sauver la livre sterling (la défense de la livre passe par la London School of Economics comme la défense du franc passe par Nanterre) et de gagner la confiance des milieux bancaires et des couches petites-bourgeoises inquiètes devant le développement des grèves (les directions syndicales se trouvant souvent débordées).

Pour la première fois, la grève déclenchée par les étudiants de la L.S.E. n'est pas purement locale. 23 autres universités se mettent en mouvement, cinq d'entre elles déclenchent la grève.

Dans les syndicats de cadres et de techniciens naît un mouvement d'opposition qui inquiète le parti travailliste. Les grèves sauvages — non décidées par les appareils syndicaux — recommencent. Wilson a présenté une loi antigreve qui est la plus dure de celles employées dans les « démocraties » d'Europe occidentale. Surtout quelque chose d'extraordinaire pour l'Angleterre se passe dans la jeunesse : les mœurs et les accents de classe tendent à disparaître en fonction des transformations de la vie économique anglaise (et de ses conséquences : monde « pop », société dite de « consommation », etc.). La déférence traditionnelle des ouvriers anglais devient chose du passé. La nouvelle R.S.S.F. (Fédération des Étudiants Socialistes et Révolutionnaires) a fondé des sections chez les apprentis. La loi anticorruption n'avait plus servi depuis si longtemps qu'on l'avait oubliée — mais pas William Blake (« Le mariage du Ciel et de l'Enfer ») qui fut condamné comme « conspirateur ». Les Wilson passent, les poètes et la révolution demeurent.

FACULTÉS : PRENDRE L'OFFENSIVE

Devant l'accentuation de la répression, la tâche du mouvement à l'Université n'est pas seulement de répondre du tac au tac. La meilleure défense c'est l'offensive non sur le terrain devant lequel nous place le pouvoir, mais sur le nôtre : d'un côté en approfondissant notre critique de l'Université pour renforcer l'assise du mouvement, de l'autre côté, en ouvrant les facultés vers l'extérieur et en utilisant le terrain universitaire pour développer nos liens avec les entreprises, les quartiers, les secteurs professionnels. L'expérience des étudiants allemands et italiens nous montre la voie.

Depuis décembre, le mouvement chez les étudiants a été amené, pour faire face à la politique de réforme — répression du pouvoir à généraliser l'agitation anti-autoritaire et, en certaines occasions, à déclencher des grèves ou à occuper les services administratifs, voire la fac entière.

Dans les assemblées générales disciplinaires, à l'initiative des Comités d'Action, des étudiants dépassent la frontière derrière laquelle on ne s'aventurerait pas et remettent en cause l'autorité « scientifique » ou « pédagogique » du professeur.

Mais en même temps, et en tout cas à Paris, le mouvement bute sur un grand nombre de difficultés. Elles tiennent d'abord à l'insuffisance de l'organisation de l'auto-défense devant les provocations répétées du pouvoir. Elles tiennent ensuite, et ceci explique sans doute cela, à l'incapacité de poursuivre dans les facultés un travail politique en profondeur, que ce soit la critique pratique de l'université bourgeoise ou, plus généralement, l'utilisation de la fac pour l'action politique.

On peut donner plusieurs raisons à ces carences.

Avant mai, seul Nanterre inaugurerait cette pratique. Elle commençait à entrer en vigueur dans d'autres facs quand éclata l'insurrection de mai. En mai et juin, l'affrontement général a déterminé l'avant-garde étudiante à aller aux usines, à utiliser les facs comme bases rouges plutôt qu'à remettre en cause l'université. Cette dernière tâche a plutôt été le fait (sauf en Médecine) du courant réformiste « ouvert », c'est-à-dire des étudiants qui n'étaient pas assez politisés et qui n'avaient pas fait l'expérience des illusions du réformisme universitaire, fût-il très « avancé ».

Cette situation a abouti à un décalage permanent que l'on pourrait énoncer ainsi : Mai a effectué en quelque sorte le passage d'un mouvement étudiant — composite, axé sur des intérêts étudiants de type syndical — à un mouvement révolutionnaire dont l'une des bases est l'université et qui n'a plus à défendre des intérêts étudiants en tant que tels mais à faire en sorte que par la lutte permanente, l'autorité académique et l'idéologie universitaire soient battues en brèche et que les facultés deviennent concrètement des places fortes du mouvement.

Mais la préparation de ce saut qualitatif a en quelque sorte été trop rapide. Les intérêts secondaires des étudiants (conditions de travail matérielles, pédagogiques, scientifiques) ne sont pas encore intégrés d'une façon générale à la critique globale du mouvement. De plus, la réforme E. Faure et le travail de sappe réformiste de l'U.E.C. (1) qui tendent tous deux à séparer ces intérêts secondaires et la critique globale de l'université, impose souvent au mouvement de se battre sur le terrain du pouvoir, même s'il en dénonce le caractère « pourri ».

En outre, l'affrontement direct avec la force répressive de l'Etat se révèle extrêmement rapide à Paris pour deux raisons. Une raison vieille comme la lutte de classes en France : la concentration extraordinaire du pouvoir qui fait de Paris un terrain de bataille national. Une deuxième raison : après mai, la nécessité pour le pouvoir de matraquer (en l'isolant) l'avant-garde étudiante du mouvement.

D'une façon plus précise, depuis la rentrée de janvier, le mouvement montre certes sa force quand la répression policière se fait « tous azimuts » (cf. la réponse spontanée du Quartier Latin) mais se trouve par trop subordonnée à la tactique du pouvoir : la plupart des « événements », depuis janvier, sont déclenchés par la provocation policière ou par l'offensive politique comme les élections-participation. Le mouvement répond du tac au tac, mais, ce faisant, sa réponse est ponctuelle et se situe sur le terrain choisi par le pouvoir. Le mouvement, sans avoir pu entamer un travail politique général, répond de ce fait à partir de problèmes universitaires, même si pour lui, c'est la lutte générale qui est en jeu. Mais l'enjeu principal n'est pas assez matérialisé.

Dans ces conditions, il y a une tendance certaine au rétrécissement de la base du mouvement. Les militants sont matraqués sans que la riposte puisse être massive. Les étudiants, dans leur majorité, ne sont pas hostiles aux « enrégés » mais ne peuvent se sentir directement concernés.

De même la classe ouvrière se sent du côté des étudiants contre les flics et le pouvoir, mais ne comprend pas les termes de la bataille à l'université. Parallèlement, résoudre la question de l'autodéfense (abordée dans un autre

article de ce numéro) n'est pas un problème purement « militaire » (groupes d'intervention, coordination, etc.). Assurer l'autodéfense du mouvement, c'est également élargir en permanence la base du mouvement. Et élargir la base du mouvement c'est prendre l'offensive politique à l'université, mais aussi à l'extérieur de l'université.

C'est dans ce cadre que le mouvement doit examiner dans un sens critique, pour répondre à ses insuffisances, les possibilités et les limites du travail politique à l'université. Sur ce point, il n'est pas inutile de se référer à l'expérience de nos camarades italiens et allemands qui, dans ce domaine, sont plus avancés que nous. On se sert ici en particulier des documents des étudiants italiens rassemblés dans L'Hypothèse révolutionnaire (Mercure de France) ainsi que des articles parus dans le numéro spécial de Partisans (n° 44) centré sur les luttes étudiantes en Europe.

Les étudiants de Trente, après plusieurs mois d'épreuve de force, étaient amenés à une analyse qui pourrait s'appliquer à notre situation : « la phase de préparation idéologique et d'agitation contre l'autoritarisme est dépassée. Dépassée dans le sens où il faut la tenir pour acquise, où on ne peut la réfuter. Mais justement insuffisante par rapport à celle qui s'annonce, à cette nouvelle offensive contre l'attaque à la fois réformiste et répressive de l'Etat. Il s'agit d'élaborer, d'imaginer de nouvelles formes d'autodéfense, de nouvelles formes d'offensives. » « Ce qu'il reste à résoudre, c'est la manière dont un mouvement révolutionnaire de masse peut se maintenir en tant que tel. »

Si le mouvement a su mettre en lumière les illusions d'une autogestion (partielle ou totale) du système d'éducation, il doit de surcroît « tendre à l'exploitation et à la direction de la crise permanente du système scolaire ». En ce sens, comme le disent les camarades de Turin, « il faut substituer à la velléité d'autogestion, comprise comme un mode de rechange de l'université actuelle, la gestion de la lutte elle-même » (2). Cette exigence signifie en particulier que les Comités d'Action n'agissent pas seulement d'une façon ponctuelle avec le risque d'être ballottés au gré des événements, mais définissent eux-mêmes la marche de la lutte. « Ce que nous avons d'abord à instaurer dans l'université, c'est notre force de frappe autonome et organisée, c'est-à-dire, d'un côté renforcer notre base dans l'université en imposant chaque fois notre pouvoir de fait et de l'autre côté développer les liens du mouvement étudiant avec l'extérieur, en capitalisant ces liens dans l'espace universitaire. » (Partisans, p. 35). « Il est nécessaire pour cela d'aménager à l'intérieur du système scolaire des espaces (physiques et politiques) (...) où pouvoir effectuer un travail politique, multiplier les contre-courants et les commissions ou d'autres expériences du même genre. » (Trente).

Cet espace critique n'est pas simplement un centre théorique, un travail en serre, réservé à ceux qui veulent « penser », en laissant les autres s'agiter. Cet espace, cette utilisation de l'université est « à la fois forum de discussion, lieu de formation politique et centre d'action ». (Partisans, p. 44).

En d'autres termes, cela signifie pour nous, l'élargissement de la base et du rôle des Comités d'Action, l'organisation de son travail, l'ouverture de son activité politique sur l'extérieur.

Qu'est-ce que concrètement cela peut impliquer ?

L'ébauche d'un tel travail à Nanterre et à Vincennes, les expériences réalisées par les camarades italiens et allemands font apparaître « grosso-modo » trois domaines dans le travail politique à l'université :

1) Organisation de la critique à l'université.

C'est le domaine le mieux connu, encore que peu élaboré en pratique. Les assemblées générales disciplinaires des étudiants connaissent toujours des limites : soit une « corporatisme » de la discussion, la réduction de l'action aux conditions de travail élémentaires. Dans les meilleurs cas, l'assemblée générale de faculté peut seule jouer un rôle politique dynamique, mais favorise

(2) « Chaque fois que nous avons obtenu quelque chose c'est par la lutte. « Deux choses sont claires : « 1. Il ne peut y avoir de partage du pouvoir. « 2. Ce n'est pas à nous de jouer le rôle de l'administration ou de cautionner son action. » (Tract du C.A. Vincennes).

(1) U.E.C. : Union des étudiants communistes.

reste des étudiants et la généralité de la critique du système scolaire. D'où la nécessité de reprendre la critique globale de l'université à la base, par la formation de groupes de travail axés sur tel ou tel aspect de l'institution universitaire ou du monde professionnel. A Trente, un séminaire sur « l'image sociale du sociologue » a été la base de la prise de conscience des étudiants et a abouti à faire céder l'administration sur la valorisation du diplôme décerné par la faculté tout en élargissant la critique de l'enseignement à la critique du système établi (critique du sociologue dans le capitalisme utilisé comme « conseiller du roi »). A Turin, une commission « Psychanalyse et répression » a fourni un exemple d'un type de recherche traditionnellement écarté par l'enseignement universitaire (ou traité d'une façon académique).

Mais ce qu'il faut souligner, c'est que ce genre de travail s'inscrit dans une lutte d'ensemble. En aucun cas, un contre-séminaire ne peut se dérouler isolément sans relation à l'action politique d'ensemble de la faculté. Ce séminaire de Trente par exemple a débuté lors d'une occupation de la faculté pendant laquelle les étudiants ont mis sur pied des groupes de travail politique, des séminaires collectifs autogérés, des commissions politiques. Ces structures de travail ont continué après l'épreuve de force proprement dite, matérialisant ainsi la continuité de l'action. A Berlin-Ouest, les étudiants ont fondé l'université critique dans la semaine qui a suivi l'épreuve de force du 2 juin 1967, jour où la police régla ses comptes aux anti-autoritaires (un mort, très nombreux blessés). L'organisation de la critique de l'université est donc à la fois l'élargissement de la base du mouvement et la garantie de la lutte continue.

2) Mise sur pied de groupes de travail axés sur l'extérieur, en particulier vers les entreprises.

Très vite, le mouvement est confronté à ses limites universitaires. Mais l'isolement qui le caractérise n'est en rien comparable avec celui d'avant mai. Les étudiants, en grand nombre, perçoivent quel est le rôle du combat dans l'université à l'intérieur de la lutte de classe. La classe ouvrière sait confusément que les étudiants ne se battent pas pour de meilleurs privilèges. Le problème n'est plus de savoir s'il faut militer dans les facs ou dans les usines, mais de faire en sorte que l'enjeu de la bataille universitaire soit expliqué à l'extérieur, et que d'autre part les luttes ouvrières trouvent dans l'université des caisses de résonance.

Dans ce domaine, la principale bataille est celle de l'information. A l'université de Berlin, les étudiants, tout en organisant un séminaire sur la manipulation de la presse, formèrent des comités de contre-information dans les quartiers populaires : chaque jour, les militants distribuaient aux travailleurs des tracts démontant les mensonges des journaux qu'ils avaient achetés le matin.

D'autre part, les facultés peuvent servir directement de point d'appui politique pour des travailleurs en grève. A Turin, lors de la grève de la Fiat (1968), les étudiants rédigeaient des tracts et les ronéotaient avec le matériel de la fac, tandis que plusieurs réunions ouvriers-étudiants se tenaient à l'université.

3) Utilisation des facultés comme moyen d'engager la critique pratique de tous les domaines de la vie sociale.

Les universités populaires d'été ont été un échec. Mais cet échec peut n'être que provisoire. Avec la rentrée universitaire, les facultés peuvent être un lieu d'amplification et de coordination de luttes généralement trop dispersées. En Italie, dans plusieurs facultés, les étudiants ont su organiser de larges confrontations avec le personnel des hôpitaux, des praticiens sur la médecine répressive. Ces confrontations ont abouti dernièrement à des occupations d'hôpitaux avec l'aide des étudiants. Ce type d'action est également possible en France. Des Comités d'Action d'instituteurs ou d'enseignants du second degré, étouffés par leurs syndicats bureaucratiques, ne demanderaient qu'à participer avec les étudiants à la critique du système scolaire. De même, il existe aujourd'hui à Paris, plusieurs Comités d'Action travaillant sur le problème du logement qui pourraient trouver dans les facultés le lieu où se faire entendre du grand public.

Nous n'avons donné ici que quelques exemples. Des comités étudiants de province ébauchent déjà cette « révolutionnarisation » de leurs facultés (Marseille). L'expérience de nos camarades italiens nous a montré que seule l'offensive politique était la garantie de l'autodéfense du mouvement face à la répression grandissante du pouvoir.

SOUTENEZ ACTION



La bourgeoisie a peur. Elle ne s'offre plus le luxe de la libre circulation des idées. La police fait tout pour empêcher la diffusion d'ACTION. Ne faites pas comme les libéraux qui nous demandent de rester sages pour que la répression n'ait pas à s'exercer. Ne tendez pas l'autre joue.

NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT

abonnez-vous réabonnez-vous

100 numéros : 50 F

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

NOM Prénom

Adresse

Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

Soutenez Action

Bulletin à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

Je verse francs

NOM Prénom

Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

INFORMATIONS : LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES

UNE JOURNÉE AU SOMMET

La journée d'action du 12 février décidée au sommet de la C.G.T. est mal accueillie à la base.

Pour les dirigeants C.G.T. cette journée aura valeur de test : est-il encore possible de déclencher une action nationale en suivant les méthodes les plus bureaucratiques et les plus autoritaires ? Pour reprendre un mot qui leur est cher, leur décision est proche de la pure et simple provocation : après Mai, entreprendre une action nationale à partir d'une décision pontificale, c'est copier les méthodes de travail de l'Élysée plutôt que celles des révolutionnaires. Mais visiblement Séguyn pense que c'est de Gaulle - l'autoritaire - qui a gagné et Cohn-Bendit - l'anarchiste allemand - qui a perdu. Dans les partis réformistes, on bave d'admiration refoulée devant le général, ses pompes et ses œuvres ; on s'inspire de lui ; on l'imité pâlement, et le secrétaire général — entendez le Président-Directeur général — du Syndicat donne l'ordre à ce qu'il prend pour la troupe d'agir le 12 février.

Dans les entreprises, cet ordre plutôt que ce mot d'ordre, a créé un malaise jusque dans les rangs des fidèles.

En effet la décision comprend au moins trois « erreurs » :

1° L'autoritarisme brutal. Les autres centrales syndicales sont mises devant le fait accompli et l'Unité d'action ne devient plus que l'unité derrière la C.G.T. majoritaire.

2° La base n'a pas été consultée. Il s'agit d'effacer les mauvais exemples de mai-juin où la grève générale est partie de la base, ce qui est proprement insensé. Il convient donc de remettre les choses en ordre, dans le bon sens : du sommet à la base et non l'inverse.

3° L'efficacité politique très douteuse de ce genre d'action traditionnelle. Les débrayages limités sont aisément récupérables par un patronat prévenu dans les meilleurs délais.

Dans les C.A. d'entreprise la discussion révèle l'exaspération créée chez les militants par les méthodes de lutte de la direction C.G.T. Deux tendances dominent pour s'y opposer : Ou

bien ignorer purement et simplement la journée bureaucratique du 12 février : c'est le boycott ; ou bien s'y joindre pour porter la discussion devant les travailleurs réunis ce jour-là, exposer le point de vue des C.A., expliquer qu'il existe d'autres méthodes de lutte, et d'autres perspectives pour le mouvement révolutionnaire.

Les deux tendances se rejoignent dans les nombreux tracts rédigés et distribués dans les entreprises.

LE LANGAGE QU'ILS COMPRENNENT

Dans la journée du 15, au poste 26 de la Compagnie Le Borgne, le déchargement d'un bateau hollandais se faisait normalement quand, vers 10 heures, les marins ont commencé à débarquer les sacs postaux (300) en provenance du Japon...

Les dockers ont essayé de faire comprendre aux marins que ce n'était pas à eux de faire ce travail. Mais les marins (certains poussés par les officiers) ont continué le travail.

Aussi, à la reprise de 13 heures, les dockers de Le Borgne se sont mis en grève et il a fallu à peu près 2 heures de discussion entre le représentant de la C.G.T. et les acconiers pour obtenir satisfaction : les marins ont cessé de faire le travail des dockers, et tous les dockers qui travaillaient sur ce bateau ont obtenu en plus 4 francs d'augmentation ce jour-là... pour l'exemple...

Il y a gros à parier que chez Le Borgne on ne recommencera pas de sitôt ce genre de combine...

LA VOIX DU TRAVAILLEUR (Port de Marseille).

BATIMENT : CHOMAGE

Décembre, janvier, c'est la période creuse pour trouver du travail en général, et dans la plâtrerie-peinture en particulier. Les patrons se plaignent de ne plus avoir de commandes et licencient sous le moindre prétexte ou sans prétexte du tout, licenciements favorisés par le fait que la plupart d'entre nous ont moins d'un an de maison et donc pas de préavis.

Cette année, les cas se multiplient, semble-t-il, plus que d'habitude. Pour l'entreprise de peinture Binaud, une dizaine de licenciements ont eu lieu dans l'espace d'environ un mois. Tous les prétextes sont bons pour une mise à la porte. Les veilles et lendemains de fête, les chefs faisaient le tour des chantiers, 10 minutes après le début et 10 minutes avant la fin du travail, malheur à celui qui se serait trouvé quelque peu en retard, pour l'un d'entre nous le simple fait d'aller chercher un paquet de cigarettes a suffi, pour un autre celui de boire un verre.

Chez Magot, on est plus expéditif, nous sommes appelés au bureau et on nous annonce simplement : « Plus de travail, allez voir ailleurs ».

Face à cette situation, la première réaction c'est « l'explication » au bureau et puis, chacun pour soi, nous allons mendier du travail de porte en porte ; c'est la loterie pour l'embauche, loterie où ce sont les patrons qui décident des numéros gagnants. En attendant, c'est la débrouillardise individuelle pour trouver soit un chantier chez un copain, soit du travail noir ou tout simplement la caisse de chômage.

Les solutions individuelles, notre seule défense pour l'instant, n'en est pas une en fait, elle laisse les patrons décider les règles du jeu.

Notre sécurité d'emploi, du travail assuré ou tout au moins et surtout notre paye régulière, ce n'est que collectivement que nous l'imposons. L'essentiel est de nous mettre à l'abri des fluctuations du travail, cela nous pouvons l'obtenir, au moins dans les grosses entreprises, en imposant au patronat l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire la répartition des heures de travail entre nous tous avec un salaire mensuel garanti. Pour les petites entreprises, seule la solidarité de toute la corporation peut assurer la garantie de l'emploi en imposant aux patrons qui veulent débaucher d'assurer la paye jusqu'à ce qu'ils aient eux-mêmes trouvé une place pour le travailleur intéressé sous peine de voir leurs entreprises boycottées lorsqu'ils voudront réembaucher.

Bien sûr, cela demande une organisation syndicale puissante comme nous en avons eu dans le bâtiment en 36. Une organisation syndicale implantée non seulement dans quelques entreprises isolées, mais réunissant l'ensemble de la corporation de plâtriers-peintres, c'est la seule façon de nous défendre efficacement dans les grosses et petites entreprises. Alors nous commencerons à être les arbitres du jeu à la place des patrons.

(TRAVAILLEURS DU BATIMENT).

LES GENS SONT MÉCHANTS

On raconte qu'il y a quelques jours, un chef trop connu à l'usine, pour la puissance de sa voix, a eu la désagréable surprise de trouver son vélomoteur hors d'état de marche : les pneus étaient crevés... en de multiples endroits. On dit même que, rentré au garage à 16 h 30, il n'en est reparti qu'à 19 h 30 !

Sa femme aurait téléphoné à l'usine pour savoir ce qu'il était devenu.

Il paraît que le pauvre homme est désolé : « Je dois alors avoir des ennemis », a-t-il conclu tristement. Serait-il plus malin qu'on ne le pensait ?

LE DRAPEAU ROUGE (Roussel-UCLAF, Romainville).

SANCTIONNER : LEUR POLITIQUE

C'est bien connu, de la maternelle à l'exploitation patronale en passant par le régiment, il faut mater les jeunes, leur apprendre à vivre, en quelque sorte les mettre au pas, et les éduquer selon les normes de la société bourgeoise. C'est le rôle qui est confié aux gardes-chiourme de tout poil, adjudant, flic ou contremaître borné, qui sont les garants et les fidèles exécutants de cet ordre.

C'est ainsi qu'au Bas-Meudon, sur les chaînes de livraison, les jeunes ont affaire à quelques chefs de ce style, et se voient actuellement submergés d'avertissements.

Si vous pointez avec 3 minutes de retard à un avertissement. Si vous avez le malheur d'oublier quoi que ce soit dans votre travail et que, de surcroît, vous avez 20 ans ou moins : un avertissement. C'est un peu comme le « veux pas savoir » prononcé par le traditionnel adjudant borné de l'armée.

Pour de telles balivernes, certains jeunes en sont à leur seconde sanction en quelques jours, et chacun sait qu'à la troisième, cela peut être le licenciement. La maîtrise, en matière d'exemple, cherche-t-elle à aller jusque-là ? C'est bien possible, car certains chefs-faillons qui emploient ces méthodes ont oublié un certain printemps. Nous pourrions bien nous charger de leur rafraîchir la mémoire d'ici peu, s'ils ne changent pas d'attitude, car nous n'entendons plus être traités en sous-hommes, ni en gamins.

LES VŒUX DE MICHELIN

Une fois de plus, année nouvelle oblige, on a eu droit aux vœux de F. Michelin dans BIB-Revue ; mais le discours cette année est quelque peu différent des précédents, il faut dire que l'année écoulée n'a pas été tout à fait comme les autres...

« Nous avons passé une année difficile, tout a semblé s'effondrer », tel est pour Michelin le bilan de 68. Tout n'est pas résolu, les problèmes demeurent, et ce n'est pas de sa faute à lui Michelin si tout ne va pas très bien. Il fait appel à notre compréhension : de très lourdes charges fiscales. Faut-il lui rappeler que ces fameuses charges sociales ne sont qu'une part de notre salaire ? Deuxième argument : il n'y est pour rien s'il est obligé de nous exploiter plus que les autres. Là aussi, il nous faut comprendre : dans cette jungle du marché, devant cette loi cruelle de la concurrence, pour vendre plus, il faut vendre à bas prix : « Notre maître à tous, c'est le client ». C'est l'ultime argument pour justifier les bas salaires. Or trois nouvelles usines Michelin vont être construites en France, les affaires ne marchent pas si mal ! Accuser le système ne saurait justifier quoi que

ce soit. On sait bien que ce n'est pas à Michelin tout seul qu'il faudra s'en prendre, on sait bien qu'il n'est qu'un exploiteur parmi tant d'autres, on sait bien que c'est le système tout entier qu'il faut abattre.

Jérémiades de patron dont nous n'avons que faire. Aujourd'hui, il essaie de se rassurer en nous adressant de pieux conseils : « Gardons-nous de prendre nos espoirs pour des réalités » ; il n'en reste pas moins que notre année 68 nous laissera des souvenirs totalement différents des siens ; il a été obligé d'en rabattre. Sans doute ce n'est pas tous les ans qu'il a vu le drapeau rouge flotter sur « son » usine, qu'il a vu les travailleurs occupant les lieux, lui en refusant l'entrée, organiser des bals dans ce qui, pendant trois semaines a été à eux, qu'il a été obligé, sous la pression de milliers de grévistes, de discuter avec les syndicats et de lâcher au moins quelque chose.

Bien sûr, pour lui les portes se sont rouvertes, sans doute il a pu à nouveau imposer les cadences infernales, les brimades quotidiennes, remettre en marche ce qui, pendant trois semaines, avait cessé. Certes, nous n'avons pas vaincu, et avec une direction plus combattive, nous aurions pu obtenir beaucoup plus. Mais pour nous le bilan de 68 est positif : pendant quelques semaines nous avons connu autre chose que l'exploitation quotidienne ; avec les trois semaines de grève payées à 50 %, nous avons eu les 40 heures cette année. Surtout, nous avons tiré les leçons de la grève et nous savons comment aller plus loin la prochaine fois.

Notre réponse aux vœux de Michelin, c'est notre vœu à tous : qu'en 70, il n'ait plus l'occasion de nous en adresser !

EN AVANT (Michelin).

A QUAND LE LIVRET SCOLAIRE ?

Quand on entre au Crédit Lyonnais, il ne nous faut pas longtemps pour être déçu.

Puisque l'on fait partie de la « grande famille », ne faut-il pas en respecter les principes ?

C'est ainsi que parmi les « conseils » que nous donnent les gradés, on trouve tout un échantillon d'interdits, tels que : « Ne pas bavarder, ne pas rire », « ne pas s'absenter trop longtemps aux lavabos », « ne pas aller à deux (ou plus) », « donner toujours l'impression de travailler même si on n'a rien à faire (ne pas lever la tête) », « ne pas avoir l'air trop décontracté, ne pas se préparer plus de 5 minutes avant l'heure de la sortie ».

Bien entendu, si la direction demande aux chefs de groupe de nous faire ces réflexions, c'est soi-disant « pour notre bien ».

On essaie de nous faire peur en brandissant la menace de « notes »

qui nous seraient attribuées tous les mois, et les gradés doivent faire de nombreux rapports sur notre travail, et notre tenue.

Mais si on veille tant sur nous au Crédit Lyonnais, c'est sans doute pour nous éviter d'être dépassés en sortant de l'école... mais là le but est manqué, car en Mai, les lycéens ont imposé le droit de contester !

Voix Révolutionnaire CREDIT LYONNAIS (Paris).

PRESTATIONS !

Le gouvernement a récemment décidé le relèvement des prestations familiales ainsi que l'augmentation de l'allocation de « salaire unique » et de « mère au foyer » pour les familles ne comprenant qu'un seul enfant de moins de 2 ans, et pour celles de 2 enfants.

Ce geste n'est pas de la pure générosité, ou de la compréhension pour les problèmes familiaux.

Lorsque l'industrie avait besoin de main-d'œuvre, la propagande gouvernementale incitait par tous les moyens les femmes à quitter le foyer pour aller travailler, en particulier en vantant la possibilité du travail à mi-temps.

Aujourd'hui, la situation est autre, et malgré les déclarations officielles rassurantes, le chômage a beaucoup progressé. Et le gouvernement essaie par ce biais de l'enrayer. Le gouvernement y trouve son compte et a intérêt à payer une allocation de salaire unique (95 F pour un et deux enfants) plutôt qu'une allocation chômage sensiblement plus importante. Le gouvernement pense que les mères de famille, mettant en balance les « avantages » de l'augmentation du salaire unique et l'économie des frais de crèche, hésiteront plus à quitter leur foyer.

En fait, cela revient à choisir entre deux maux : la double journée (à l'usine puis à la maison) ou l'entretien du ménage avec un peu moins d'argent qu'auparavant.

Cette mesure n'est pas un « avantage » mais un maigre palliatif pour masquer les problèmes de l'emploi.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE L'OREAL (AULNAY-SS-BOIS)

VIVE LES ÉTUDIANTS !

L'agitation étudiante a repris. Ni les matraques d'un Marcellin, ni les démagogiques promesses d'un Edgar Faure ne les arrêtent. Les bourgeois voudraient les mater. Aidons les étudiants, soutenons-les, même si leurs mobiles et leurs réactions nous échappent et ne sont pas toujours les mieux adaptés. Ils refusent l'oppression, ils veulent vivre libres. Ils ont raison. A nous de les comprendre. Ils sont un exemple.

LE PORTE-VOIX.

HOPITAUX : GREVES

Histoire d'une manifestation.

Le 15 janvier 1969, l'administration des hôpitaux de Paris décide une augmentation des prix des repas de 120 %, ce qui représente une réduction de salaire de 5 %. C'est un véritable coup de force contre les travailleurs, l'Etat voulant récupérer par ce biais ce qu'elle a accordé en mai. Par ailleurs, certaines mesures se dessinent telle que la réduction des agents hospitaliers et des infirmières, etc.

Le 16 janvier, devant le mécontentement général, les représentants des syndicats sont contraints à avoir une entrevue avec le directeur. Les étudiants en médecine participent à cette entrevue forcée, car en effet, le directeur déjeune à cette heure avec des élus locaux et aux frais de la Princesse. Le compte rendu nous est fait par un étudiant en médecine ainsi que les délégués syndicaux. Mais comme toujours, il ne sort aucune ligne d'intervention pour l'ensemble du personnel.

Le 17 janvier, à 9 heures, au cours d'une réunion d'information faite devant une partie du personnel (car comme toujours l'information se fait de bouche à oreille, mais rien d'officiel ; aucun tract distribué. Les délégués syndicaux déclarent : « Il paraît qu'il y a une manifestation ». Les délégués C.G.T. et F.O. font remarquer que les Centrales ne sont pas d'accord pour la manifestation de rue « vouée à l'échec », bien que les délégués C.G.T. et F.O. se déclarent prêts à participer à cette démonstration de rue ; la C.F.T.C. se récuse.

A ce sujet, « l'Humanité » du 18 janvier avoue par la bande :

« Devant le siège de l'avenue Victoria, environ un millier de membres de l'Assistance Publique était rassemblée. »

Dans un communiqué, la C.G.T. souligne : « Qu'il ne s'agissait pas d'un mot d'ordre de manifestation centrale... que

des conditions meilleures doivent être réalisées pour elle vers cet objectif ».

A ce sujet, les membres de la C.G.T. sont allés à la manifestation contre les ordres de la fédération, ce qui est apparu à la manifestation de l'avenue Victoria où certains hôpitaux dont les leaders cégétistes bien dans la ligne réformiste et ultra-droitière étaient absents.

En effet, dans le même communiqué, « l'Humanité » écrit : « Selon le principe constant de la C.G.T. sur la démocratie, le personnel a été consulté et là où il l'a décidé, il s'est rendu en larges délégations auprès de l'Administration centrale. »

Ce que la C.G.T. oublie un peu trop, c'est que le rôle d'un syndicat est d'informer et de coordonner les luttes dans le but d'impulser le mouvement et non de laisser le militant seul, désarmé dans son coin.

C'est ainsi que par petits groupes, nous nous sommes retrouvés avenue Victoria vers 10 h 30 et, comme pour les étudiants, des centaines de flics quadrillent le quartier et encerclent les manifestants.

L'Administration refuse de recevoir une délégation puis, devant la décision de la base tout le monde décide de rester sur place jusqu'à l'acceptation d'une rencontre pour le jour même par « le Directeur du Cabinet du Directeur général Dmelon ».

DU COTE DE SAINT-MICHEL

Vers 12 heures, le représentant fédéral de la C.G.T. étant absent, celui-ci est appelé par téléphone et est obligé de se déplacer. A ce sujet, il apparaît paradoxal que ce soit les directeurs des entreprises et les représentants directeurs des fédérations ouvrières qui ont toute latitude pour négocier à la place des travailleurs ; car nous ne pouvons en aucune façon assimiler ces repré-

sentants syndicaux à des travailleurs, mais bien plus à des bureaucrates parasites du mouvement ouvrier.

Par ailleurs, pendant les quatre ou cinq heures que nous sommes restés devant l'A.P., les discussions allaient bon train et certains pensaient bien aller en ballade voir nos frères de lutte en passant par le boulevard Saint-Michel.

Le 18 au matin, les représentants syndicaux sont reçus par le Directeur général : refus net et catégorique de toutes les revendications en application de la politique d'austérité...

Le 20 janvier : réunion à la Bourse du Travail pour tous les membres de la C.G.T. :

En résumé, de nombreuses interventions sont faites :

1° Par des délégués au sujet des gauchistes qui diffusent Rouge et Action en particulier : Necker, Lariboisière, Bichat, Rothschild ;

2° Les militants qui déchirent leurs cartes, la C.G.T. n'était pas d'accord sur une manifestation centrale du 17 janvier ;

3° Il est projeté de faire une manifestation le mercredi 22 à 10 h 30, à l'Hôtel de Ville :

— dans le silence,
— dans l'ordre,
— avec discipline
et pas question d'occuper l'Hôtel de Ville car attention, le service d'ordre de la Centrale sera renforcé.

En conclusion, il apparaît que les directions syndicales traditionnelles glissent vers un opportunisme outrancier.

En conséquence, la mise en place de structures différentes que celles du passé doivent peut-être se généraliser sous forme des Comités d'Action.

Ces Comités impliquent la participation des étudiants en médecine, d'élèves infirmières, etc., dans le but de coordonner les luttes, pour aller vers de nouvelles victoires.

Dans le cadre de la réforme qui se prépare dans l'Assistance publique, le gouvernement a décidé le nivellement des conditions de travail dans les hôpitaux, ceux de la région parisienne étant bien sûr alignés sur la province, ce qui équivaut à un nivellement par le bas, cadrant à merveille avec la politique d'austérité.

C'est ainsi que le vendredi 10 janvier, une note de la préfecture de Paris, augmentant de 120 % les tickets de réfectoire des personnels de l'A.P. parvenait à la direction du personnel. La nouvelle, communiquée le vendredi après-midi dans les services, stipulait que les nouveaux prix étaient applicables dès le lundi 13 janvier, ainsi espérait-on mettre tout le monde devant le fait accompli, au retour du week-end.

« PUNIR LE PERSONNEL »

Mais le lundi 13, à l'Hôtel-Dieu, à Fernand-Widal et Rothschild, le personnel rassemblé dans les réfectoires, refusait de payer avec les nouveaux tickets, les surveillantes, de leur côté, n'acceptaient plus les anciens. Une situation de plus en plus tendue était créée, jusqu'au moment où la colère devint générale et ce fut la ruée vers les marmites et les caisses de boissons. Le lendemain, la direction de l'A.P. décidait de fermer plusieurs réfectoires pour « punir » le personnel de sa mauvaise conduite, ce fut le premier jour de casse-croûtes. A la direction du personnel, rue Saint-Martin, vers 16 heures alors que les sections syndicales discutaient des actions à mener, un arrêt de travail spontané, sans mots d'ordre, éclatait, des groupes de jeunes se répandaient dans les services en criant : « Pas de bouffe, pas de travail ».

Un meeting improvisé dans le hall terminait la journée. Le mercredi, pen-

sant que les esprits étaient calmés, le réfectoire de l'Hôtel Dieu était rouvert et occupé dès avant midi par le personnel ; un groupe décidé s'emparait de la cuisine et servait de nouveau un repas gratuit à plusieurs centaines de personnes. Lors d'une entrevue avec la direction, les secrétaires syndicaux s'entendirent reprocher qu'il était regrettable que pour une fois, ce soit le personnel administratif qui ait eu la vedette, à quoi il fut répondu que ledit personnel comptait bien avoir la vedette dans les jours suivants.

LES CIVILS SONT LA

Dans les hôpitaux, des actions diverses (grèves, rassemblements, occupations de réfectoires) ont maintenu un état permanent d'agitation pendant ces trois semaines de luttes. Le jeudi 16 janvier, une délégation de l'Hôpital Saint-Louis forçait l'entrée de la direction du personnel, rue Saint-Martin, malgré la présence de deux cars de police, celle-ci en refoula le tiers environ, mais le gros de la troupe parvint jusqu'au bureau du directeur du personnel qui entendit des épithètes plutôt dures pour sa personne. Le lendemain 17 janvier, grève largement suivie avec gros rassemblement avenue Victoria, malgré le froid, les manifestants « tintent » la droite de l'avenue Victoria, de 10 heures à 15 heures. Pour la première fois, on vit la police en civil à l'intérieur de l'administration, vite repérée à ses mines particulièrement intelligentes. Mais le point culminant fut le grand meeting commun C.G.T. - F.O. - C.F.T.C. - C.F.D.T. du mercredi 22 janvier, place de l'Hôtel de Ville, 8 à 10 000 manifestants hospitaliers, avec une large participation des administratifs des bureaux du centre. Certains, responsables C.G.T., appelaient à la dispersion au bout d'une heure, alors que

la foule était cernée de toutes parts par des forces de police très importantes qui quadrillaient le quartier.

CE N'EST QU'UN DEBUT

Mais vers midi, menée par des militants C.G.T. des sections les plus dynamiques, plusieurs centaines de manifestants, remontaient la rue du Renard, puis le boulevard de Strasbourg provoquant des embouteillages importants ; le cortège se disloqua après avoir envahi la Gare du Nord et distribué de nombreux tracts expliquant à la population le sens de leur lutte. Tout au long de la manifestation, le slogan de mai : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » retentit devant des centaines d'automobilistes surpris.

Et devant la colère des travailleurs, le ministre des Affaires sociales décidait un aménagement des prix de réfectoires, abandonnant le tiers de ses « 120 % » sous forme d'aménagement des catégories, côté effectifs, 3 500 créations d'emplois étaient obtenus, alors que le budget ne prévoyait aucune nouvelle création d'emploi en 1969.

Ainsi par leur lutte décidée, par des actions parfois très dures, les personnels de l'A.P., tous syndicats unis ont montré au pouvoir que les travailleurs étaient décidés à ne pas faire les frais de la politique d'austérité et de plus, leur combat en obtenant ces 3 500 créations de postes, montre bien dans quelle voie il faut aller pour démontrer à la jeunesse que le chômage n'est pas « fatal ».

D'autres mauvais coups se préparent contre les hospitaliers parisiens ; ouvriers, employés, étudiants se heurtent aux mêmes forces rétrogrades. L'état d'esprit des militants et des jeunes travailleurs de l'A.P. est clair : ce n'est qu'un début, continuons le Combat, tous unis !

...ET PARTICIPATION